M 2485 - 202 - 6,00 F

N°202 - JUIN 1991
6 FF - 40 FB - 1 $ Can.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

'NOUVEL ORDRE MONDIAL' : le règne du chaos et de la barbarie

EDITORIAL

■ Est-ce un hasard si depuis deux mois la bourgeoisie et ses médias n'ont que "l'aide humanitaire" à la bouche ? Dans toutes les "démocraties" occidentales et notamment dans celles qui dominaient la fameuse "coalition" contre l'Irak, celles-là même qui ont plongé toute une région du monde dans un abîme sans fond et dans l'horreur, c'est à une campagne permanente, assourdissante et répugnante à laquelle on assiste. Ceux qui ont tué, massacré, détruit massivement et systématiquement viennent aujourd'hui, l'oeil humide, se présenter en bons Samaritains. Dans l'ignominie générale, il faut bien reconnaître qu'avec son Kouchner de service, toujours premier "à l'assaut contre la misère humaine", l'Etat "socialiste" français a une place de choix aux côtés des USA.

Ainsi, un jour ce sont ces millions de "pauvres kurdes" pour lesquels les "alliés" organisent la grande opération "Provide Comfort" ou comme ils ont le culot de dire "la guerre humanitaire", le lendemain c'est la pseudo mobilisation générale pour le Bangladesh sinistré quand ce n'est pas la famine en Afrique qui les "émeut" ou l'aide alimentaire d'urgence à l'URSS qui les "préoccupe".

Mais où est cette "grande générosité" de tous ces bourgeois démocrates ? Tout le remue-ménage qu'ils font aux quatre coins de la planète n'est que cirque, mensonge, hypocrisie. Les Kurdes, les Bangladais et tous les autres continuent et continueront de crever comme des mouches, de faim, de froid, de maladies, quand ce n'est pas sous les bombes. L'"aide" qui leur est fournie n'est qu'une misère, une illusion, une goutte d'eau dans l'océan, en tout cas elle n'est en rien comparable avec ce que la bourgeoisie a englouti de richesses en quarante jours de guerre. Et toutes ces masses humaines n'ont rien d'autre à espérer.

Aussi il faut se rendre à l'évidence : la bourgeoisie n'a jamais eu et n'aura jamais de sentiments ou d'intentions humanitaires. Le tintamarre qu'elle fait aujourd'hui n'a qu'une seule cible : la classe ouvrière. L'objectif premier de tous ces "grands démocrates" est de brouiller les pistes en cherchant à faire oublier les immenses charniers et l'apocalypse dont ils se sont rendus coupables encore récemment dans le Golfe. Ainsi, par exemple, ce n'est pas un hasard mais bien une monstrueuse hypocrisie, si ce sont les mêmes troupes de militaires, celles qui ont massacré hier, qu'ils envoient jouer les dames patronnesses aujourd'hui au Kurdistan et même au Bangladesh.

Ce qu'ils veulent ainsi faire oublier, en pleurnichant sur les Kurdes, c'est que ce sont eux qui les ont livrés à la furie sanguinaire des hordes de Saddam Hussein. C'est leur responsabilité dans les massacres et l'horreur actuels qu'ils cherchent à camoufler derrière quelques tonnes de vivres et de médicaments.

Mais au delà de cette falsification gigantesque de la réalité, la bourgeoisie, à travers cette campagne, fait ce qu'elle a commencé à faire pendant la guerre du Golfe, c'est-à-dire tout ce qu'elle peut pour susciter et exploiter un sentiment d'impuissance dans les rangs de la classe ouvrière. Que peuvent faire en effet les ouvriers individuellement face à de telles calamités ? Rien, sinon se ranger derrière les gouvernements démocratiques ou les organisations caritatives. Ça, c'est ce que la classe dominante veut leur faire croire.

Mais les ouvriers, en tant que classe, ont mieux à faire !

D'abord et avant tout, ils ont à rejeter tous ces discours faussement généreux et toutes ces "actions" dites humanitaires que leur propose la bourgeoisie, car ce sont des poisons et des pièges qui les détournent des vraies solutions.

De plus, ils ont à prendre conscience que c'est la bourgeoisie et son système, le capitalisme aujourd'hui pourrissant, qui sont responsables du chaos monstrueux qui se développe partout, des guerres qui se multiplient et de l'horreur qui envahit de plus en plus le monde.

Mais surtout, comme classe, ils doivent savoir qu'ils détiennent la seule réponse contre cette barbarie : mettre à bas ce système par la révolution prolétarienne mondiale. Cette responsabilité leur incombe et à eux seuls.

Pour être capables de l'assumer, il est de la plus grande importance qu'ils reprennent confiance en eux et qu'ils expriment leur force, leur détermination, leur unité et leur solidarité de classe dans les luttes de défense de leurs conditions de vie qui sont chaque jour un peu plus attaquées et malmenées.

Ce n'est qu'en assumant ce combat permanent, pied à pied, et en prenant conscience que c'est le même système qui est responsable de la misère et de la barbarie générale, que la classe ouvrière pourra affirmer sa propre perspective révolutionnaire pour libérer l'humanité de l'enfer capitaliste.

JE
(25.5.91)

■ "Aide humanitaire" au Kurdistan d'un côté, "efforts pour établir la paix" au Proche-Orient de l'autre, la bourgeoisie américaine et, derrière elle, toutes les grandes puissances de la bourgeoisie occidentale jouent aujourd'hui les bons Samaritains. Deux mois à peine après avoir perpétré l'effroyable boucherie de la guerre du Golfe qu'ils essaient à toute forces de faire oublier. Pourquoi ?

DERRIERE L'AIDE HUMANITAIRE, LE CYNISME ET L'HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES...

Ce n'est certainement pas dans l'intérêt des populations locales, kurdes ou palestiniennes dont elles se moquent comme d'une guigne. La preuve : la bourgeoisie mondiale continue d'agir avec un cynisme sans borne avec les populations kurdes, comme elle l'a fait depuis des mois. Actuellement, derrière la comédie hypocrite des "opérations de secours" et de la gigantesque campagne "humanitaire" qu'elle a déclenchée, l'ex-coalition occidentale exhorte les populations kurdes à revenir dans leur ville ou leur village en Irak, elle les repousse dans les bras de leur bourreau, Saddam Hussein, de concert avec les différentes fractions nationalistes de la bourgeoisie kurde qui pactisent déjà avec leur "ennemi juré" d'hier (voir article page 2). Ces populations servent encore une fois de simples pions et sont les victimes impuissantes d'autres enjeux pour la bourgeoisie. C'est sciemment que leur génocide et leur terrible exode ont été programmés, préparés, exécutés par tous ces gangsters. C'est Bush qui, à la fin de la guerre du Golfe, les a incitées à la rebellion ouverte et les a laissées se faire consciencieusement massacrer par l'armée de Saddam que les coalisés avaient pris soin de ne pas anéantir. Un rapport du Sénat américain, évoqué dans "Le Monde" du 4 mai, a établi que, début mars, après l'éclatement des rébellions au Nord et au Sud de l'Irak, l'Etat-major et l'administration américains ont refusé tout net de soutenir un contingent de militaires irakiens qui se proposait soit de rallier les rebelles soit de préparer un coup d'Etat contre Saddam. Voilà la réalité de la politique de la bourgeoisie américaine qui est un démenti catégorique de la façade de "justicier au grand coeur" qu'elle cherche à se donner.

Le but essentiel et prioritaire de la bourgeoisie américaine au lendemain de la guerre du Golfe était d'éviter la désagrégation de l'Etat irakien, face aux appétits impérialistes de tous ses voisins. L'intérêt de la Maison Blanche passait donc par la prévention de la désintégration de l'Etat irakien et obligatoirement par l'écrasement des minorités chiites et surtout kurdes. La création d'un Etat kurde est totalement inacceptable pour les Etats-Unis dans la mesure où les minorités kurdes s'étendent sur cinq pays : outre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et même l'URSS sont concernées. Pour tous ces Etats, le problème kurde aurait constitué alors directement une menace énorme de déstabilisation politique et sociale et serait alors devenu pour toute la région un facteur prépondérant d'accélération du chaos.

Dans la continuité de cette logique, après avoir porté une responsabilité majeure dans le massacre des Kurdes par Saddam Hussein, la bourgeoisie américaine vise aujourd'hui à mettre un terme au mouvement d'exode des populations kurdes vers les principaux pays limitrophes (Turquie et Iran) qui sont, toujours pour les mêmes raisons qui viennent d'être évoquées, incapables de les accepter ou de les tolérer. C'est pourquoi on assiste à leur refoulement en masse vers leurs terres d'origine en Irak, à l'instigation des Etats-Unis. C'est aussi pourquoi toute une partie de l'armée alliée demeurée sur place (10 000 hommes, force prédominée par les soldats américains) supervise directement les opérations de contrôle et de surveillance sous l'odieux prétexte de mener une "guerre humanitaire". En réalité, on parque et on laisse cyniquement mourir à petit feu les centaines de milliers de misérables crève-la-faim qui refusent le "retour" car ils savent qu'ils seront alors exposés aux balles de Saddam, sous le triple contrôle concerté des postes frontières iraniens ou turcs qui les refoulent, de l'armée alliée et de l'armée irakienne.

On voit quelle monstrueuse crapulerie couvre en fait le fameux "droit d'ingérence humanitaire" cher à Mitterrand et la sordide duplicité permanente qui anime tous ces champions de l'"aide humanitaire".

Alors que la bourgeoisie américaine et ses "alliés" parachèvent leur sale besogne en Irak en "réglant" à leur manière le "problème kurde", elle ne fait que développer simultanément toujours la même politique par d'autres moyens dans l'ensemble de la région.

...ILLUSTRENT LA CONTINUITE DE LA STRATEGIE AMERICAINE FACE AU DECHAINEMENT DU CHAOS MONDIAL

Cette politique de la bourgeoisie américaine, nous l'avons mise en évidence dans notre presse le mois dernier. Elle n'a pas varié d'un iota depuis le début de la "crise" du Golfe, il y a moins d'un an. Elle poursuit aujourd'hui encore et toujours les mêmes objectifs que dans la guerre du Golfe elle-même et que durant les mois où le gouvernement de Washington l'a préparée.

Il s'agit essentiellement pour elle de limiter le développement du chaos contenu dans la situation mondiale depuis la dissolution des blocs impérialistes. Toute la politique des Etats-Unis se résume dans ses tentatives de freiner la dynamique du "chacun pour soi" qui en découle pour toutes les autres puissances, grandes ou petites, dont les propres appétits impérialistes, jusque là enserrés dans une discipline de politique de blocs et placés sous tutelle par les "deux grands", se trouvent aiguisés et tendent à s'exprimer sans retenue. La bourgeoisie américaine ne peut prétendre préserver son autorité et son hégémonie mondiale, son "leadership", qu'en assumant partout directement un rôle de "gendarme du monde", qu'en réaffirmant sa suprématie et cela avant tout sur un terrain militaire où elle vient de démontrer aux yeux du monde, et en particulier des autres grandes puissances, son incontestable efficacité et son écrasante supériorité.

On l'a bien vu : à travers cette supériorité militaire écra-

(SUITE PAGE 2)

Sommaire

MOYEN-ORIENT
. Armes chimiques ..... p. 2
. Les trotskistes soutiennent les assassins ..... p. 2
LE POISON MORTEL DU NATIONALISME ..... p. 3
FRANCE
. Dix ans de PS au gouvernement ..... p. 4
. 1981-1984 : quand le PC était de la partie ..... p. 4
. Gouvernement Cresson ..... p. 4
. "Affaire" Urba ..... p. 5
. Désyndicalisation ..... p. 5
. Grève à la SNCF ..... p. 5
. Fête de "Lutte Ouvrière" ..... p. 5
DECOMPOSITION SOCIALE
. Cyclone au Bangladesh ..... p. 6
. Epidémie de choléra ..... p. 6
. L'Inde au bord de l'éclatement ..... p. 6
. URSS : l'armée réprime avec le soutien occidental ..... p. 7
. Ethiopie : la barbarie continue ..... p. 7

IL Y A 120 ANS, LA COMMUNE DE PARIS

(VOIR PAGE 8)

"NOUVEL ORDRE MONDIAL"

LE REGNE DU CHAOS ET DE LA BARBARIE

(SUITE DE LA PAGE 1)

sante, les Etats-Unis sont même capables d'imposer à leurs alliés (principalement l'Allemagne et le Japon) une facture de la guerre plus lourde que la note réelle que les USA ont réellement endossée (54 milliards exigés pour 42 milliards effectivement dépensés). C'est un véritable rapport de force qu'ils ont engagé à l'échelle mondiale dans lequel toutes les autres velleités impérialistes des "grandes" puissances et qui ont cherché à s'exprimer au cours de ces derniers mois ont été étouffées dans l'oeuf, notamment celles de l'impérialisme français.

Mais, même si ces tendances au "chacun pour soi" ont été momentanément jugulées, la bourgeoisie américaine sait qu'elle s'est engagée dans une course de vitesse face au déferlement du chaos. Et c'est fort de son avantage issu de sa "victoire" militaire, de la raclée qu'elle vient d'infliger à l'Irak, mais aussi de sa portée hautement dissuasive à l'égard de toutes les autres puissances, qu'elle a entrepris de poursuivre son offensive dans une région du monde qui constitue un des chaudrons les plus explosifs, un des concentrés les plus édifiants du chaos généralisé qui menace d'inonder et de ravager le monde capitaliste.

Pour cela tous les moyens sont bons. Selon une méthode d'anticipation sur les événements qui a largement fait ses preuves depuis près d'un an - quitte à provoquer au besoin les réactions de l'adversaire -, l'administration Bush prend l'initiative des opérations et distribue les cartes en exploitant à sa guise les rivalités impérialistes en présence. D'un côté, les Etats-Unis assouvissent momentanément les appétits impérialistes de la Syrie "en récompense" des services rendus au Liban (dont l'éviction de la France du pays n'est pas le moindre), dans le Golfe et ... face à Israël. Ils lui donnent ainsi en pâture la moitié du Liban car, personne ne peut s'y tromper, le traité de "coopération et d'amitié" syro-libanais signé ces derniers jours représente la reconnaissance officielle par les USA du droit à la main-mise syrienne et à la quasi-annexion par la Syrie de l'Etat libanais actuel.

De l'autre, les Etats-Unis démontrent qu'ils consacrent désormais l'essentiel de leur stratégie dans la région à mettre au pas l'Etat israëlien qui est devenu la cible essentielle de leurs attaques parce que la politique de l'Etat hébreu représente désormais la source principale d'aggravation du chaos, et le noeud par lequel passent toutes les tensions et les rivalités impérialistes de la région.

Depuis plus de 40 ans, la bourgeoisie israëlienne représentait un pilier essentiel de la politique américaine face au bloc russe. Aux portes des champs pétroliers du Golfe et verrou militarisé contre les entreprises anti-américaines fomentées par les différents leaders de nations arabes, l'Etat israëlien a longtemps joué un rôle stratégique de premier plan, de "gendarme" de la région au service du bloc américain.

La désintégration du bloc de l'Est avait déjà profondément modifié ces données. La guerre du Golfe les a radicalement bouleversées. Le ciment de cette alliance privilégiée a été pulvérisé. L'armée américaine a pu investir directement la péninsule arabique et exerce elle-même un contrôle militaire absolu sur la région. Après avoir utilisé sans vergogne l'Etat d'Israël comme un laquais fidèle depuis des décennies, la Maison Blanche n'en a plus besoin et le congédie sans ménagement. Et, aujourd'hui, les prétentions israëliennes dans la région sont devenues non seulement caduques, mais surtout dangereuses en fonction des nouvelles visées américaines. En effet, d'une part la politique belliciste de l'Etat hébreu face à l'ensemble des nations arabes, d'autre part ses options majeures et notamment la politique gouvernementale israëlienne de colonisation intensive des territoires occupés, menées sous la pression des fractions les plus ultra-nationalistes et intégristes du pays, constituent un facteur majeur et permanent d'aggravation du chaos.

La pseudo "conférence de paix" au Proche-Orient qu'essaie de mettre sur pied la bourgeoisie américaine répond à ce seul objectif : faire plier l'Etat israëlien, le mettre à genoux. D'ailleurs, à travers quatre tournées et cinq rencontres avec le Premier ministre israëlien Shamir, le chef de la diplomatie américaine est passé d'une pression de plus en plus intense à la menace directe. La Maison Blanche dispose pour cela d'un moyen déterminant : couper le robinet des crédits dont dépend de façon vitale l'économie israëlienne. Sont en jeu non seulement les trois milliards de dollars annuellement versés au gouvernement israëlien qui constituent l'aide à l'étranger la plus conséquente de l'Etat américain, mais aussi les demandes périodiques et régulières de fonds d'Israël envers les USA, et c'est précisément dans les quatre prochains mois que le gouvernement hébreu a prévu de demander une nouvelle aide substantielle de 10 milliards de dollars au titre d'accompte pour le financement de l'immigration d'un million de juifs d'origine soviétique en trois ans. Israël est d'autant plus pris à la gorge que viennent désormais s'y ajouter des dizaines de milliers de "falashas", juifs noirs venant d'Ethiopie, à la faveur d'un coup d'Etat dans ce pays dont les Etats-Unis (aidés par l'URSS) viennent de tirer les ficelles. Shamir et ses ministres n'ont plus le choix : ils devront obtempérer, ravaler leurs prétentions et passer sous les fourches caudines d'une conférence où ils devront reconsidérer et négocier leurs "rapports" avec les Etats arabes voisins.

Comme instrument de pression supplémentaire, les USA continuent de flatter la Syrie en lui faisant miroiter la totale conquête du Liban et en particulier le sud qu'Israël occupe depuis 1982.

Et c'est encore pour rogner davantage les ailes d'Israël que les Etats-Unis remettent en selle la bourgeoisie palestinienne (l'OLP) alors que celle-ci avait pourtant subi une cuisante défaite sur le terrain militaire (voir "RI" n°200). Ils peuvent ainsi agir à leur gré à son égard. Qu'au passage les Etats-Unis concèdent un territoire à la bourgeoisie palestinienne importe peu puisque cela permet de faire plier davantage l'Etat hébreu. Dans l'affaire, le sort des populations palestiniennes n'entre nullement en ligne de compte. Celles-ci n'ont pas cessé, au même titre que les Kurdes d'être de simples jouets permanents dans les mains des rivalités inter-impérialistes des grandes puissances comme des bourgeoisies locales depuis des décennies.

Quand les USA agissent ainsi en maîtres d'oeuvre au milieu de ce panier de crabes, c'est en fonction de leurs propres intérêts qui se réduisent à de vulgaires intérêts de caïds au milieu de gangsters. Qu'ils déclenchent un déluge de feu et de bombes sur l'Irak et le Koweit, qu'ils livrent les populations kurdes et chiites au massacre et aux griffes de Saddam Hussein, qu'ils paient grassement leur auxiliaire du moment syrien ou qu'ils exercent leurs menaces et leur chantage envers l'Etat d'Israël, qu'ils donnent dans la guerre ou dans la diplomatie, les USA sont de plus en plus irrésistiblement poussés à assumer une même fonction : celle de gendarme du monde qui sera de plus en plus inéluctablement poussé dans l'engrenage infernal et irréversible de la guerre, à multiplier ses interventions militaires dans le monde. La bourgeoisie américaine ne dispose d'aucun autre moyen pour tenter d'imposer son "ordre mondial". Déjà aujourd'hui, elle a laissé sur place de façon permanente l'essentiel de son faramineux arsenal de destruction et de mort se substituant aux bourgeoisies locales. Ainsi, après l'Arabie Saoudite et les Emirats, l'Egypte renonce au projet de "force arabe de maintien de la paix" et vient spectaculairement de retirer ses troupes du Golfe (35 000 hommes), ce qui revient à accepter sans condition le "parapluie militaire" américain déployé dans le Golfe. En compensation, la communauté européenne, sous la pression des USA, vient d'effacer l'ardoise de la dette égyptienne.

DERRIERE LES MENSONGES DE LA "PAIX" L'ENGRENAGE DE LA GUERRE

Même si la politique de la trique menée par les USA dans le monde pour tenter de contrôler la situation porte ses fruits de façon immédiate, elle ne résoudra rien. Les tensions de plus en plus fortes entre les différents Etats impérialistes ne vont ni s'atténuer, ni encore moins disparaître. Au contraire. Les antagonismes d'intérêts impérialistes sont appelés à se développer encore beaucoup plus fortement avec l'aggravation catastrophique de la crise économique mondiale où la concurrence entre Etats capitalistes va tendre à se déchaîner sur le terrain des affrontements militaires, obligeant les USA à affirmer toujours plus leur rôle de gendarme du monde face aux tendances au "chacun pour soi". La situation actuelle l'a déjà amplement confirmé : la guerre du Golfe a ouvert *"une période d'instabilité croissante dans laquelle les coalitions d'intérêts entre Etats ne pourront qu'être éphémères et dans laquelle toutes les grandes puissances impérialistes vont être impliquées dans un chaos de plus en plus sanglant"* ("RI" n°196).

Le massacre direct -ou indirect par les famines ou les épidémies- des populations faisant suite aux atroces exactions des bombardements alliés en Irak et au Koweit donnent le ton de cet "ordre mondial" prôné par les Etats-Unis : depuis la fin de la guerre du Golfe, la "paix" a déjà fait plusieurs centaines de milliers de morts. La guerre est une réalité omniprésente aujourd'hui. La société toute entière s'enfonce déjà dans le militarisme le plus effréné.

Les discours de "paix" dont la bourgeoisie nous inonde ne sont rien d'autre qu'un énorme mensonge, qu'une gigantesque supercherie. En guise de paix, le seul avenir que réserve le capitalisme à l'humanité, ce sont de nouveaux conflits toujours plus meurtriers entre monstres sanguinaires prêts à s'entre-déchirer.

YD

IRAK

Les trotskistes soutiennent toujours le camp des assassins

■ Trotskistes, fiche signalétique. Classe d'appartenance : la bourgeoisie ; famille politique : le gauchisme ; services rendus à l'Etat : entre autres, une tâche d'embrigadement des ouvriers les plus rétifs pour les boucheries impérialistes. A noter : lors d'affrontements entre fractions bourgeoises rivales ou bien de guerres entre impérialistes concurrents, ils excellent comme nul autre agent du capitalisme à s'arranger pour toujours désigner à la classe ouvrière un camp à soutenir. Pièce à charge : un rapport du suivi des positions politiques de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), éditeur du journal "Rouge", sur la question irakienne depuis la guerre Irak-Iran jusqu'aux actuels aboutissements du problème kurde après le conflit du Golfe.

Des millions de morts, parmi lesquels un grand nombre d'ouvriers, qu'ont entraînés dans la région de l'Irak les rixes bourgeoises et impérialistes depuis une dizaine d'années, oui, la LCR, a une lourde part de responsabilité. Elle aura plus tard à en rendre compte devant le prolétariat révolutionnaire comme de tous les crimes qu'elle a commis au nom de la défense des luttes de "libération nationale" en Indochine, Amérique latine ou Afrique. Car il faudra bien un jour arrêter sa malfaisance, et punir le zèle forcené autant que cynique qu'elle met à envoyer les ouvriers au casse-pipe pour n'importe quelle cause bourgeoise en échangeant l'une pour l'autre selon l'évolution de la situation.

Aussi longtemps que les impérialismes irakien et iranien s'affrontèrent, la LCR (comme, du reste mais avec diverses nuances, les autres groupes trotskistes) appelait le prolétariat mondial à soutenir, y compris au prix de la vie, le camp iranien. Elle donnait pour cela l'argument que l'Etat khomeiniste, pourtant le bourreau notoire de milliers d'ouvriers, servait le camp prolétarien en combattant les armées de Saddam Hussein alors présenté comme le valet de l'impérialisme (entendre : les USA) et des forces hostiles à la "patrie socialiste" : l'URSS.

Renversant éhontément cette position lors de la guerre du Golfe, la LCR invitait la classe ouvrière à verser son sang pour le camp du dictateur de Bagdad puisque l'Irak devenait le champion de l'anti-impérialisme américain.

Après la défaite de l'armée irakienne et avec la rébellion des Kurdes (et de la faction religieuse chiite), la LCR, sans vergogne, désignait Saddam, son favori de la veille, à la haine des ouvriers en raison de la sanglante répression qu'il exerçait à l'encontre des nationalistes de Mossoul et de Kirkouk, cette bourgeoisie exploiteuse des prolétaires au Kurdistan.

Et maintenant, que va-t-elle encore trouver? dès lors que Saddam Hussein et Massoud Barzani, les ennemis irréconciliables d'hier, viennent se donner l'accolade devant les caméras de télévision. Que tous les leaders kurdes (avec Jalal Talabani et autres Rassoul Mohmand), certainement autant responsables que Hussein des nouvelles centaines de milliers de morts provoquées par leur affrontement avec son armée, s'assoient à la table des négociations dans les palais bagdadis ?

Sans doute la LCR débusquera-t-elle demain une gauche "marxisto-nationaliste" kurde et, si celle-ci devait à son tour partir en guerre contre les autres fractions bourgeoises irakiennes, eh bien ! les gens de "Rouge", logiques avec eux-mêmes et constants dans leur rôle capitaliste, appelleront la classe ouvrière à lui porter soutien.

Toujours, pour les trotskistes, il y a une bonne raison a donner au prolétariat afin qu'il consente de verser son sang dans les carnages capitalistes. Oui, la LCR, LO et les autres méritent bien le titre de chiens enragés et sanglants de la bourgeoisie.

Alix

"Destruction" des armes chimiques

ENCORE UN MENSONGE POUR PREPARER LA GUERRE

■ Déjà avant que la fureur destructrice et meurtrière ne s'abatte sur le Golfe, les grands capitalistes n'arrêtaient pas de nous dire que "la paix et l'harmonie du monde" étaient leur seul souci, leur seul objectif, quitte, s'il le faut, à passer par la guerre. Depuis la fin des hostilités entre les "coalisés" et l'Irak, c'est le même discours qu'ils continuent de nous servir. Et ne doit-on pas les croire dans la mesure où toutes ces dernières semaines, ils se démènent pour cela ?

Ainsi, en plus des images nombreuses et rassurantes des "boys" et des "p'tits gars" qui retournent au pays, qui défilent joyeusement dans les rues de nos cités, n'a-t-on pas droit de la part de Bush, Mitterrand et consorts à de grandes déclarations sur "la bataille pour la paix" qu'il faut mener aujourd'hui ? Nos "valeureuses armées" ne sont-elles pas actuellement en tête de la "croisade humanitaire" au Kurdistan voire même au Bangladesh ?

Et ce "cher" Baker ménage-t-il ses efforts pour réconcilier Israël avec ses voisins ?

Si l'on en croit tous ces menteurs, et tout le cirque "pacifiste" qu'ils font aujourd'hui, la guerre du Golfe n'a pas été un coup pour rien. Comme ils ne sont pas à une imposture près, régulièrement ils nous en servent une nouvelle. L'une des dernières en date et pas des moindres, c'est Bush lui-même, qui nous la fournit.

Ce parrain de la mafia impérialiste mondiale vient déclarer sans ambages que son pays s'engage, aujourd'hui, "à ne pas utiliser d'armes chimiques" et à détruire d'ici dix ans l'ensemble des stocks détenus par son armée. Le culot et le cynisme de cette classe dominante sont vraiment sans limites. Comment ne pas se souvenir qu'il y a à peine quelques années, en 1988, les USA avaient pris les mêmes engagements et avaient trouvé à leurs côtés, d'autres "grandes démocraties" comme la France. A l'époque, à grands renforts de medias, Reagan et Mitterrand rivalisaient de bons sentiments "pacifistes", à la tribune de l'ONU, jurant tous leurs grands dieux qu'ils allaient faire disparaître de la planète ces "armes barbares" et que, pour l'exemple, ils commenceraient par détruire les leurs.

Aujourd'hui, on apprend que la fameuse Conférence de Genève, en principe consacrée à la mise en oeuvre de leurs si "généreuses" intentions, est au point mort, c'est-à-dire qu'elle n'a abouti à rien notamment en ce qui les concerne.

Il ne faut pas s'en étonner puisque le seul but de ces grands caïds impérialistes, à travers ce type de conférences, n'est que d'imposer aujourd'hui plus que jamais, un contrôle sur l'armement de tous les petits truands comme Saddam Hussein, qui pullulent de par le monde.

Les "grands", eux, en particulier les USA, se réservent le droit de continuer à développer et à rationaliser leur panoplie meurtrière et la réalité montre qu'ils ne se gênent pas.

La guerre du Golfe vient d'en faire, une nouvelle fois la démonstration. Les "coalisés" y ont fait la preuve de l'efficacité incroyable de leurs armes. Plus encore, ils se sont permis de tester in-vivo des "nouveautés" comme les bombes à effet de souffle ou les bombes à dépression.

Et aujourd'hui on nous révèle, par la bouche du général américain Ronald Yates, qu'une bombe ultrasecrète, la GBU 28, dont la mise au point était à peine terminée, a été utilisée contre un poste de commandement irakien dans les derniers jours de la guerre, à titre expérimental.

Bush, Mitterrand et les autres peuvent toujours essayer de nous annoncer la "paix universelle" pour demain, ils peuvent toujours essayer de nous faire croire qu'ils luttent pour le désarmement général, la réalité montre qu'ils sont lancés dans une course éperdue aux armements, que la seule loi qu'ils connaissent c'est celle de la force militaire et que leur système ne vit aujourd'hui qu'en propageant la mort et la destruction à travers le monde.

JE

L'IDEOLOGIE NATIONALISTE : UN POISON MORTEL POUR LA CLASSE OUVRIERE

■ Ces derniers temps, toute la bourgeoisie ne tarit pas d'éloges vibrants et enthousiastes envers les "causes nationales" du Moyen-Orient, dans une campagne sur le "droit des peuples" (en l'occurence kurdes et palestiniens) qui n'est pas sans rappeler celle qui, il y a deux ans, faisait vibrer les médias occidentaux sur le thème du "printemps des peuples" en Europe de l'Est. Et dans cette enthousiasme unanime pour toutes ces belles "causes nationales" affiché par toutes les fractions de la classe dominante, une place de choix revient à ses fractions gauchistes, et trotskistes en particulier. Il faut dire que pour leur part, c'est depuis plus de 40 ans qu'ils se font les champions incontestés du "droit à l'autodétermination des peuples" et des "luttes de libération nationales" et qu'ils ont cet avantage sur les autres fractions de la bourgeoisie de prétendre parler "au nom de la classe ouvrière", "pour la révolution" et "contre le capitalisme" et que c'est en ces noms qu'ils ont appelé, en permanence et des décennies durant, les prolétaires à prendre parti sur le terrain du nationalisme.

LE NATIONALISME, C'EST LE TERRAIN DE LA BOURGEOISIE

L'"idée de nation", c'est par excellence le cri du coeur de la classe capitaliste. D'abord, comme classe, la bourgeoisie est incapable de développer une vision du monde allant au delà du cadre national, parce que ce cadre, c'est celui par excellence à travers lequel est né et s'est développé le système capitaliste et que, si le système capitaliste s'est depuis longtemps généralisé sur toute la planète en créant un marché mondial unique, les rapports de production capitaliste imposent leur organisation en nations concurrentes sur ce même marché mondial. Ensuite, l'idée de nation, le nationalisme et la notion de "peuple" qui en est inséparable, sont pour la classe capitaliste le moyen idéologique de faire croire à une communauté d'intérêts entre tous ceux qui vivent dans le cadre des mêmes frontières nationales. Mais, loin d'être le "domaine souverain de tous ceux qui sont nés sur la même terre", loin d'être l'émanation prétendument "naturelle" d'une communauté de langue ou de culture, comme le soutient l'idéologie bourgeoise, la nation n'est autre que la propriété privée de la classe des exploiteurs qui organise à partir de là et à travers l'Etat national l'exploitation des prolétaires et la défense de ses intérêts dans la concurrence sans merci que se livrent tous les Etats capitalistes. L'idéologie nationaliste, la prétendue "communauté nationale" n'est que le masque de l'exploitation capitaliste, l'alibi de tout capital national pour demander aux ouvriers d'accepter les licenciements, les baisses de salaires, l'intensification de l'exploitation, au nom de l'"intérêt de la nation". C'est le prétexte pour les embarquer dans la bataille de la compétitivité avec les autres capitalismes nationaux, pour les séparer et les dresser contre leurs frères de classe des autres pays et, s'ils se laissent faire, pour finalement leur faire accepter le sacrifice de leur vie dans les guerres impérialistes.

La culture, la langue, l'histoire, le territoire commun, que les propagandistes bourgeois ont de tous temps présenté comme le "fondement" de la "communauté nationale" sont le produit de siècles d'exploitation, le sceau marqué du sang et du feu grâce auquel la bourgeoisie est parvenue à se doter d'une zone privée sur le marché mondial. A ceux, gauchistes de tous bords, qui trouvent toujours des justifications "historiques" à telle ou telle revendication territoriale des Etats ou des minorités nationales du Tiers-Monde, comme par exemple à la main-mise de l'Irak sur la tirelire koweitienne, ou l'exigence de la création d'un Etat palestinien sur le territoire de l'actuel Etat d'Israël, laissons répondre les révolutionnaires de la Gauche Italienne : *"Pour les marxistes, il n'existe véritablement aucun critère suffisant pour indiquer ou commence et ou finit une nation, un peuple et le droit, pour des minorités nationales à s'ériger en nations... Ni du point de vue de la raison ni de l'histoire, le conglomérat que représentent les Etats nationaux bourgeois ou les groupes nationaux ne se justifient. Deux faits seulement animent la charlatanerie académique sur le nationalisme : la langue et le territoire commun, et ces deux éléments ont varié continuellement à travers des guerres et des conquêtes"* ("Bilan" n°14, revue de la Gauche communiste d'Italie, "Le problème des minorités nationales", décembre 1934).

"Les prolétaires n'ont pas de patrie", "Prolétaires de tous les pays unissez-vous". Ces mots du Manifeste Communiste de 1848 sont depuis un siècle et demi le cri de ralliement du mouvement ouvrier révolutionnaire. Ils n'ont rien à voir avec un voeu pieux ou un principe abstrait, mais constituent la pierre angulaire du programme révolutionnaire du prolétariat qui n'a d'autre tâche, et lui seul peut le faire, que de faire disparaître toutes les divisions d'ordre national, ethnique, religieux, linguistique, avec lesquelles le capitalisme, continuant l'oeuvre oppressive des modes de production antérieurs, a tourmenté l'humanité.

LE NATIONALISME : UNE ARME DU CAPITAL CONTRE LE PROLETARIAT

Chaque fois que la classe ouvrière a perdu de vue ce principe vital, chaque fois qu'elle s'est laissée entraînée derrière les sirènes nationalistes, elle l'a payé au prix fort. Que ce soit dans les deux guerres mondiales de ce siècle, où elle a servi par millions de chair à canon dans l'affrontement impérialiste généralisé mettant aux prises les Etats capitalistes concurrents, ou que ce soit dans tous les conflits qui ont ensanglanté la planète depuis lors et qui ont entraînés les prolétaires des zones périphériques du capitalisme dans des massacres incessants et toujours plus meurtriers. A chaque fois, il s'est trouvé des voix au sein de la bourgeoisie, au premier rang desquelles celles des gauchistes, pour, derrière toute une phraséologie révolutionnaire, faire croire qu'il y avait quelque chose de progressif dans cet embrigadement des prolétaires derrière les drapeaux nationaux, que la classe ouvrière avait quelque chose à gagner dans le soutien aux luttes de libération nationale.

Mais, dans la réalité, qu'ont gagné les prolétaires de ces régions du monde qui n'ont pas eu la force de résister à cet embrigadement derrière le char de l'Etat national ? Sinon, après avoir servi de chair à canon, le droit de se faire exploiter encore plus férocement qu'auparavant par la bourgeoisie autochtone, clamant qu'après la bataille guerrière, il fallait gagner la bataille de la production. Sinon de voir se dresser en face d'eux, un nouvel Etat encore plus répressif que celui des puissances coloniales, qui, sur le modèle des Etats stalinien, imposait leur totalitarisme sur toute la société. Qu'ont gagné les exploités de Palestine qui servent depuis des années de chair à canon pour le compte d'une bourgeoisie palestinienne en quête de territoire et qui ont été manipulés par toutes les puissances régionales et mondiales dans les conflits qui déchirent la région ? Que gagneront-ils avec la création d'un Etat palestinien, sinon là encore le droit de se faire exploiter par des patrons palestiniens et réprimer par des flics dont les balles seront "nationales" au lieu d'être juives ? Qu'ont à gagner les ouvriers des régions du Kurdistan aujourd'hui, proie et masse de manoeuvre des affrontements qui déchirent les bourgeoisies locales concurrentes, dans la revendication d'un "territoire kurde autonome", sinon le même sort encore ?

Qu'ont gagné partout les prolétaires à qui on a fait croire que leurs intérêts devaient se confondre avec ceux de la bourgeoisie nationale ? Qu'ont gagné les prolétaires d'Afrique du Sud, qui ont été entraîné des années durant derrière l'ANC à revendiquer le droit pour la bourgeoisie noire d'avoir sa place dans l'appareil d'Etat, sinon encore plus d'exploitation et de répression ? Qu'ont gagné les prolétaires d'Europe de l'Est qui se sont laissés embrigader sur le terrain du nationalisme anti-russe, et de la défense de l'Etat "démocratique" national ? Sinon une misère encore plus effroyable qu'auparavant, sinon, comme en Pologne, la plongée dans la famine absolue et la répression des grèves, orchestrés par le "héros national" Walesa. Sinon, comme dans toutes les régions de l'URSS où les prolétaires se laissent gagner par l'idéologie nationaliste revencharde de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie locales, de se retrouver impliqués dans un chaos effrayant, faits de massacres et de progroms inter-ethniques.

Les prolétaires de tous les pays doivent savoir que la moindre concession au nationalisme, la moindre oreille tendue aux discours nationalistes de la classe dominante les condamnent au pire. Ils doivent vouer la même haine de classe à tous ceux qui, des gauchistes les conviant à soutenir les "luttes de libération nationales", aux staliniens s'écriant "Fabriquons français", en passant par le gouvernement "socialiste" Cresson appelant à serrer les rangs -et les ceintures- pour "muscler la nation" face à la concurrence allemande et japonaise, leur demandent de confondre leurs intérêts de classe avec ceux du capital national. S'ils ne le font pas, s'ils cèdent d'un pouce sur ce terrain, il n'y aura pour eux que toujours plus de misère d'abord et pour finir l'engrenage de l'embrigadement dans les massacres impérialistes.

PE

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.
Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé) nous enverrons 10 anciens numéros de RI ou 5 de la "Revue Internationale", ou des numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

D. (Rouen) : 250F
D. (Le Havre) : 200F

Marseille :
Réunion Publique du 23.3 : CHR : 50F ; AS : 18F ; Abel : 50F ; EL : 50F.

Nantes :
Réunion Publique mars :
GM : 60F ; H : 350F ; PB : 4F ; AL : 100F ; FL : 20F ; DD : 50F ; Nikos : 20F ; JMF : 50F
Réunion Publique avril :
DD : 50F ; Pé : 20F ; AL : 200F ; GM : 50F ; H : 450F ; Pitziriko : 50F
Réunion Publique du 11.05 :
FL : 100F ; DC : 200F ; AL : 200F ; NR : 50F ; Bacalao : 50F ; H : 450F ; G : 200F

Paris :
Permanence du 4.05 : Goup. : 100F ; JU : 100F

Toulouse :
Réunion Publique du 26.04
Ra : 100F ; Lu : 50F ; Ros : 100F ; Fr : 100F ; Jo : 150F ; Chr : 50F ; Ric : 50F

Tours :
Réunion Publique du 27.04 :
EV-JC : 200F ; NR : 50F ; Bacalao : 50F ; Evelyne : 100F GP : 400F ; NO : 20F

TOTAL : 4962F

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

LE MOUVEMENT OUVRIER FACE A LA QUESTION DE L'IMPERIALISME

LILLE :
Permanence le samedi 22.06 de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23 rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois à 11h, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :
Réunion publique le vendredi 14.06 à 21h à MAJO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République..
Vente de la presse au métro Bellecour (entrée côté place) chaque 2e mercredi du mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :
Réunion publique le samedi 8.06 sur le thème "Le nouvel ordre mondial, c'est toujours plus d'horreur et de massacres". Rendez-vous à 17h sortie métro Chartreux.
Permanence le 26.06 de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry 13001.

NANTES :
Réunion publique le samedi 29.06 à 17h à la "Salle de la Fraternité", 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence le 7.06 à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 22.06 de 10h30 à11h30.

PARIS :
Réunion publique le samedi 1.06 à 17h, au 27 avenue de Choisy, métro Pte de Choisy sur le thème "Militarisme effréné, guerres : le mode de vie du capitalisme à l'agonie".
Permanence tous les samedis (sauf le samedi de la réunion publique) de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

ROUEN :
Réunion publique le samedi 15.06 à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :
Réunion publique le vendredi 21.06 à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les 14 et 28.06 à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les 9.06 et 7.07 de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

TOURS :
Permanence le 15.06 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse au marché St-Paul, le 14.06 de 10h à 11h30.

LIBRAIRIES

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine
BREST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3, rue de l'Ente
. Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
. Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
. Maison de la Presse, place de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57, rue de Béthune
. Café-restaurant "Le Rainbow", 17 rue du M^al de Lattre de Tassigny (place de Strasbourg)
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien Gryphe (7e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon 13001
. "Le Temps de Vivre", 54, La Canebière. 13001
. Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte. 13015
. Maison de la Presse, rue Lamartine, **13500 Martigues**
. Maison de la Presse, quai Stalingrad, **13 La Ciotat**
MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue du Général de Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl.du Bon Pasteur
. "Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest
. "Lanoë", 2, rue de Verdun
. "Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais.
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (75014)
. "Parallèles", 47, rue St Honoré (75001)
. "FNAC" Forum des Halles
. "L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (75007)
SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard
. "FNAC", 1 bis, place Occitane
. "Les Arcades", place du Capitole
TOURS : "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le numéro ISSN 0336 464 X.

Bilan du gouvernement socialiste

DIX ANS QU'ILS SEMENT . . . LA MISERE ET LA MORT

■ Dix ans déjà. Dix années de "passage aux affaires" et de pouvoir pour le PS. Et c'est avec une campagne d'affichage tous azimuts sur les prétendus "bénéfices" de la politique socialiste que la bourgeoisie social-démocrate tient à marquer l'évènement et se lancer des fleurs : suppression de la peine de mort, retraite à soixante ans, revalorisation du SMIC, jugulation de l'inflation, règlement de la question calédonienne, cinquième semaine de congés payés, impôt sur la fortune, etc., la liste est, dit-on, longue des bienfaits de la gestion socialiste. Le PS que l'on disait incapable de bien gérer est maintenant cité en exemple dans le monde entier. Plus libéral et responsable que la gauche, tu meurs !

UN BILAN CLAIREMENT ANTI-OUVRIER

Mais il n'y a pas à gratter très fort pour voir le bluff et l'hypocrisie d'un tel bilan. Le vernis socialiste s'est écaillé depuis longtemps aux yeux de l'ensemble de la classe ouvrière et, contrairement au 10 mai 1981, il n'y a pas eu de manifestations d'"allégresse" dans les rues pour cet anniversaire. Il n'y a guère que le staff socialiste qui se sera permis, le temps d'une soirée, de fêter l'évènement dans une boîte parisienne. Pour tous les ouvriers, le bilan est loin d'être rose quand ils ont vu pendant dix ans s'abattre en cascade des attaques d'envergure dont ils ont fait largement les frais. Pour le moins, nombre d'illusions se sont envolées. La réalité a repris rapidement ses droits. Sur la plupart des questions dont le PS se targuait d'être le grand "réformateur", il n'y a eu de miracle : la crise a frappé et le pouvoir socialiste, en gestionnaire bourgeois patenté, a frappé lui aussi :

- Coup d'arrêt au chômage ? De 1 800 000 chômeurs en 1981, la barre est aujourd'hui passée au-dessus des 2 600 000 officiellement recensés. Quand on sait à quel niveau le truandage des chiffres est devenu une spécialité du pouvoir, c'est à près de 4 millions de chômeurs qu'il faut établir le chiffre réel (cf. "RI" n°201). Face au pudiquement appelé "déficit social", le gouvernement de gauche n'a fait que multiplier les voies de garage dans des stages de formation bidons, des emplois dits d'utilité publique sous-payés. Il a instauré le RMI qui, pour être en vrai un revenu de misère, n'a d'insertion que le nom pour des centaines de milliers d'exclus du champ productif.

- Jugulation de l'inflation et maintien du pouvoir d'achat ? C'est la gauche qui impose ce que la droite n'avait même pas osé faire : la désindexation des salaires sur les prix. Sur ce plan, la gauche applique dès 1982 la "rigueur" avec son lot de blocages des salaires, augmentation des prix publics, augmentation des cotisations sociales, instauration de la CSG dernièrement, forfait hospitalier, baisse généralisée du niveau de vie.

- Retraite à soixante ans ? Au-delà de tous les chômeurs "préretraités", c'est la perspective à très court terme pour tous les actifs d'une augmentation des années de travail pour "jouir" de pensions en diminution permanente.

- Réduction du temps de travail ? Le bluff des trente-cinq heures sans perte de salaire cher à la gauche s'est transformé officiellement en trente-neuf heures avec baisse de la rémunération, chômage partiel généralisé, heures supplémentaires, renforcement de la productivité et des cadences s'accompagnant d'une compression de la semaine de travail avec parfois dix heures de travail par jour comme à Peugeot dernièrement ou chez les infirmières, développement du travail au noir.

Les dix années de pouvoir "socialiste" se soldent par une paupérisation absolue des ouvriers, une précarisation totale de leurs conditions d'existence. De cet enfoncement dans la misère, les aspects les plus terribles résident dans l'apparition de masses de sans-abris jetés dans la rue et des "nouveaux pauvres", comme ils disent, réduits à la soupe populaire des "Restaurants du Coeur" de Coluche ou à la charité chrétienne de l'abbé Pierre. Jamais, depuis les années 30, le prolétariat n'avait connu autant des siens condamnés à mendier leur survie dans les métros et les lieux publics.

- France, terre d'accueil et d'asile ? Après tous les licenciements-retour au pays, les charters d'expulsés ne désemplissent pas.

- Moralisation de la vie politique ? De scandales financiers en fausses factures, en passant par le terrorisme d'Etat du "Rainbow Warrior" et la prescription parlementaire, la gauche s'est montrée capable de magouiller comme les autres fractions bourgeoises, sachant s'amnistier et se dédouaner tant et plus comme des barbouzes du plus bel acabit.

- Quant à la volonté de paix qu'elle affichait décisive lors de son arrivée au pouvoir, le bilan est net et précis : pendant cette décennie, les interventions militaires à l'étranger ne se comptent plus. Liban, Tchad, guerre du Golfe, l'impérialisme français sous les couleurs social-démocrates n'a jamais été si présent. Mais cela n'est plus pour nous surprendre : du Mitterrand ministre de l'Intérieur pendant la guerre d'Algérie au Mitterrand président pendant la guerre du Golfe, la défense du "droit" et des "opprimés" s'exprime toujours avec le refrain que "la seule négociation, c'est la guerre" (cf. "RI" n°200).

En définitive, le pouvoir socialiste a largement fait ses preuves... pour le capitalisme. Face à la crise, il a agi comme une fraction bourgeoise "responsable", sachant asseoir son expérience et sa détermination au niveau de l'exploitation de la classe ouvrière. A ce titre, les bourgeois les plus conservateurs qui redoutaient l'arrivée au pouvoir du PS se sont vite rassurés face à sa gestion "modèle", sa poursuite de la politique d'austérité, et ne jurent plus que par les bienfaits d'une rigueur économique à la Bérégovoy. Mieux que la droite, c'est tout dire. Et toutes les déclarations de principe ou modifications gouvernementales d'aujourd'hui viennent rappeler si c'était nécessaire que ça ne s'arrêtera pas là.

UNE SEULE POLITIQUE : ACCENTUATION DE LA MISERE ET DE LA GUERRE

Car au-delà du bilan lui-même, c'est toute la perspective de l'approfondissement de la crise et de la récession qui se profile et la nécessité pour la bourgeoisie de resserrer toujours plus les boulons : l'austérité socialiste n'est pas arrivée à son terme et les lendemains ne chanteront pas pour la classe ouvrière.

L'éden socialiste a perdu son masque : déjà les promesses d'attaques beaucoup plus dures sur le niveau de vie sont annoncées et n'attendent d'ailleurs pas pour éclater dès maintenant, comme à Michelin (cf."RI" n°201), Renault, Bull, Valeo, Thomson, toutes de grosses entreprises industrielles ayant déjà licencié ces dernières années et qui vont licencier à nouveau par milliers. Telle est la logique du capital pour sa course à la compétitivité, à la rentabilité. Et dans un contexte au chacun pour soi, cette loi de la concurrence sera implacable.

Sur ce registre, l'Etat montre aussi l'exemple avec son plan d'économies pour le budget. A l'origine destiné à payer l'effort militaire dans le Golfe, il devient un plan d'économies draconiennes tous azimuts qui s'accroît de quelques milliards de semaine en semaine. Prévu à 10 milliards au départ, c'est aujourd'hui à près de 20 qu'il se situe.

Tout le secteur public est touché : de la SNCF qui annonce 3400 suppressions de postes pour l'année en cours à Air France où l'Etat annonce 1500 licenciements en ces termes : "L'entreprise Air France est gérée comme doit l'être une entreprise sur tous les marchés. Il faut, là aussi, en finir avec les idées reçues." (Bernard Attali, président de cette compagnie aérienne nationalisée.) Fonction publique encore quand le redéploiement de la carte scolaire va amener la fermeture de centaines de classes, quand le secteur de la santé est appelé à se "rationaliser". Secteur d'Etat toujours quand les salaires des fonctionnaires "épargnés" attendent l'Arlésienne de la revalorisation.

En définitive, que l'on se penche d'un côté ou d'un autre, les coups portés sont toujours plus directs, massifs. Dix ans que les socialistes sèment la misère et la mort, nous imposant la peste ou le choléra de la crise et de la guerre. Nous savons ce que seront les "récoltes futures" inaugurées par la guerre du Golfe.

Pour la classe ouvrière, la pire des choses serait de croire au père Noël en attendant des jours meilleurs. La nécessité du combat est inéluctable mais celui-ci devra savoir s'enrichir obligatoirement du constat de faillite du système, s'enrichir des leçons des luttes passées pour déboucher sur des luttes décisives et déterminantes pour l'avenir.

Stopio

1981-1984 : LE PCF ETAIT AUSSI DE LA PARTIE

■ Décidément, au jeu du mensonge et de la falsification, le PCF remporte royalement la palme. Ainsi, le numéro daté du 10 mai de "L'Humanité" vient encore renforcer cette confortable position ; à l'aide de toute une série d'articles, le PCF prétend faire le bilan - négatif, c'est évident ! - des 10 "années Mitterrand". Pour cette occasion, on voit le PCF se tortiller dans tous les sens pour faire oublier sa participation active, sa présence "satisfaite" à cette époque, dans un gouvernement qui n'a pas cessé de développer depuis le premier jour une politique anti-ouvrière.

A en croire le PCF, "*la retraite à soixante ans, les trente-neuf heures, la cinquième semaine de congés payés, les nationalisations, l'extension des droits des travailleurs* (sic)" et on en passe, c'était largement grâce à lui. Alors, celui-ci veut continuer à cacher que non seulement ces prétendus acquis constituaient en fait des mesures anti-ouvrières non négligeables mais de plus qu'elles préparaient le terrain à d'autres attaques d'une férocité sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale, attaques par rapport auxquelles les quatre ministres "communistes" ont eu leur part pleine et entière.

Sur sa sortie en catastrophe de juillet 1984, qui lui a permis de repasser dans l'opposition afin d'affronter, aux côtés de la CGT, les luttes ouvrières, le PCF n'est pas plus clair. Et Marchais n'hésite pas à déclarer que c'est par "déception" et par "désillusion" qu'ils s'en sont allés. Ecoeurant mensonge ! A ce moment-là, nous avions déjà dénoncé ce départ précipité et annoncé que le PCF allait chercher à faire oublier sa participation au pouvoir et à travestir la réalité :

"*Rappelons-nous qu'il a voté trois fois la confiance au gouvernement Mauroy, qu'il a approuvé et participé à l'application des deux plans Delors avec toutes leurs conséquences pour la classe ouvrière : licenciements en masse dans la sidérurgie, l'automobile, la métallurgie lourde, les mines, les chantiers navals, les blocages de salaire et la baisse du niveau de vie, par l'augmentation des impôts, des cotisations sociales, etc.*

Rappelons-nous que c'est sous la houlette d'Anicet le Pors que les travailleurs de la Fonction publique se sont vu imposer une baisse des salaires.

Rappelons-nous que c'est le secrétaire d'Etat à l'emploi Ralite qui travaillait aux plans de licenciements.

Rappelons-nous que c'est le ministre Fiterman qui organisait la chasse aux sorcières contre les grévistes de la SNCF à Saint-Lazare et Bécons-les-Bruyères", les traitant de 'provocateurs d'extrême-droite'." ("RI" n°123.)

Rappelons-nous que c'est le PCF, et sa consoeur la CGT, qui faisait passer les ouvriers dans les fameuses cages à rats, lors de la grève à Citroën-Aulnay, dans l'usine encerclée par les CRS du gouvernement PC-PS.

La liste des crapuleries du PCF au gouvernement, infatigable défenseur du capital national, pourrait encore être longue. Souvenons-nous quand même pour la bonne bouche de son "action" face à la politique impérialiste de l'Etat français entre 1981 et 1984. Le PCF votait comme un seul homme les crédits militaires pour envoyer des troupes, que ce soit au Liban ou au Tchad. Cela, il l'omet tout bonnement, lui, ce battant du pacifisme "international" le plus virulent, lui qu'on a vu brailler plus fort que tous contre la guerre du Golfe.

Ce passage du PCF au pouvoir, c'est une expérience que les ouvriers ne doivent pas oublier : le PCF n'est pas leur défenseur et surtout pas aujourd'hui qu'il n'est plus au gouvernement.Au contraire, il est leur ennemi le plus redoutable.

Momo

Affaire URBA

Tous les partis bourgeois pratiquent le racket

■ Au-delà du simple affairisme dont les médias se délectent aujourd'hui, l'affaire "Urba-Gracco" révèle en profondeur quelles sont les méthodes et les moeurs de "ripoux" de toute la bourgeoisie : financement occulte des partis ? Certes, mais la face la moins éclairée du "scandale" est celle-ci : tous les partis politiques se font (grassement) payer leur "protection", leur "appui", leurs "passe-droits" à des sociétés ou des entreprises financières. C'est cette véritable pratique mafieuse de racket généralisé qui se trouve illustrée jusqu'aux plus hauts sommets de l'Etat. Le PS ne fait pas exception à la règle. Au contraire : il en fournit aujourd'hui l'image exemplaire.

Ceux qui, jusqu'ici, étaient assez naïfs pour croire à une plus grande intégrité du PS en sont pour leurs frais... L'affairisme et la corruption en tous genres est le fumier sur lequel vit et croît la bourgeoisie, de droite comme de gauche. Les dirigeants du PS ne nous disent d'ailleurs pas autre chose lorsque, pour justifier leurs propres magouilles, ils avançent "qu'ils ne sont de toutes façons pas les seuls, tous les partis recourant à ce genre de pratiques" et qu'à partir de là, il serait naturel de faire - moeurs de truands obligent - "fifty/fifty" et de passer l'éponge...

Si ce type de déclarations est assurément comique venant d'un parti qui clamait haut et fort vouloir "moraliser la vie politique", si l'emblème de la rose sied décidément bien mal à un parti qui, en guise de justification, avoue se rouler dans la fange, mais somme toute, pas plus que les autres, la bouffonnerie atteint son comble lorqu'on voit la droite et les staliniens - dont la réputation de solides nageurs en eaux troubles n'est pourtant plus à faire - jouer les "pères la vertu". Oubliée l'affaire des diamants, oubliée l'affaire Boulin, etc... Quant aux staliniens, leurs mairies (plus rares, il est vrai...) fonctionnent-elles autrement que grâce aux pots de vins grassement octroyés à l'occasion de la construction de tel gymnase, tel hypermarché ou de tout autre bâtiment dit d'intérêt public ?!!

Mais à en croire tous ces bonimenteurs, il y aurait pire encore : figurez-vous que le PS s'immiscerait dans les affaires de la justice. La preuve, dans le rôle de l'accusé : M. Nallet, rendez-vous compte !!!

Les formes n'ont vraiment pas été respectées... Tout à fait OK, et alors ? La justice ne saurait être indépendante de l'Etat, justement parce qu'elle n'est pas autre chose qu'un instrument de classe, fait par et pour la bourgeoisie. C'est ce qu'avouait d'ailleurs un spécialiste, le juge italien G. Falcone en déclarant : "J'ai plus peur de l'Etat que de la Mafia".

No.

GOUVERNEMENT CRESSON

Un ravalement de façade pour mieux attaquer la classe ouvrière

■ Depuis plusieurs jours on assiste à un intense battage médiatique autour du changement de gouvernement et l'arrivée, pour la première fois en France d'une "femme" au poste de 1er ministre ! Quel grand évènement historique ! Enfin, la France aura sa "Dame" à la tête du gouvernement !

Mais que doit retenir la classe ouvrière de ce "grand changement". S'il y a une chose dont elle doit être sûre, c'est que la "Dame de velours" va taper aussi dur contre elle , si ce n'est plus encore que "la Dame de fer" en Angleterre. Car au-delà des opérations de cuisine électorale visant à "renouveler" l'image du PS au gouvernement en vue des prochaines élections, c'est la même politique de rigueur et d'austérité, encore aggravée et renforcée que le nouveau gouvernement "socialiste" s'apprête à mener contre la classe ouvrière. Le signe le plus manifeste en est le maintien au poste clé du gouvernement de Beregovoy, "l'homme de la rigueur", qui chapeaute aujourd'hui non seulement l'économie et les finances, mais aussi l'industrie et le secteur public. Edith Cresson a d'ailleurs clairement annoncé la couleur dans sa déclaration de politique générale : "*Dans cet espace où vivent 340 millions d'êtres humains (sous-entendu : l'Europe), la compétition sera dure, la concurrence sévère... Tout repli sur nous-même serait fatal. Il n'y a pas de temps à perdre pour muscler davantage encore notre économie et porter nos industries au plus haut niveau, tout en préservant nos équilibres financiers... Tous ensemble, nous gagnerons... Si nous nous y mettons tous, ça marchera*". En termes clairs, cela veut dire que c'est encore la classe ouvrière qui va devoir payer et plus encore qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, le prix de l'aggravation de la concurrence à mort que se livrent et vont se livrer les principales puissances industrielles à cause de la crise économique (cf "RI" n°201) . Le mot d'ordre du nouveau gouvernement n'est-il pas celui de "guerre économique" pour "faire concurrence à l'Allemagne et au Japon" ? En termes clairs, cela veut dire aussi que c'est encore la classe ouvrière qui va devoir payer l'intensification des efforts de guerre, le renforcement du militarisme de l'Etat français face à l'aiguisement des rivalités impérialistes (cf "RI" n°200 "L'Etat français prépare déjà la prochaine guerre").

Le nouveau "look" féministe du gouvernement socialiste n'est bien qu'une opération de façade pour permettre au PS d'assurer de façon encore plus "musclée" et "énergique " son rôle de bon défenseur du capital national contre les intérêts de la classe ouvrière. Aggravation terrible du chômage, nouvelles augmentations des prélèvements sociaux, diminutions du "droit" à la santé, remise en question du "droit" à la retraite, paupérisation accrue pour la majorité des ouvriers . Telle est la seule réalité que doit retenir la classe ouvrière de toute cette "opération".

LA

LA DESYNDICALISATION :

UN FLEAU POUR LA BOURGEOISIE, PAS POUR LA CLASSE OUVRIERE

■ *"La classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était. Elle est en crise, en déclin."* On a reconnu dans ce couplet fielleux le thème de l'intox idéologique que la bourgeoisie dirige contre le prolétariat depuis quelques années. Elle s'est encore intensifiée avec la guerre du Golfe et ses suites.

C'est à l'esprit de cette campagne devenue aujourd'hui permanente que l'on doit d'avoir lu dans une parution du "Monde" d'il y a un mois que la "fête" du 1er mai *"apparaît, encore davantage cette année, moribonde. (...) Le syndicalisme n'arrive même plus à rassembler des salariés qui sont de moins en moins nombreux à célébrer ce symbole des luttes ouvrières. (...) Les syndicats courent toujours après des salariés qui les boudent. Ni l'aggravation du chômage ni la rigueur salariale ne grossissent les cortèges. (...) Le 1er mai est moribond."* Ainsi entendait-on, au soir de l'édition 1991 de la prétendue Journée des travailleurs, Jean Kaspar, le patron de la CFDT, déclarer dans le même registre au micro de la bien connue émission radiophonique "Le téléphone sonne", sur France-Inter, que le 1er mai est un "symbole émoussé, usé". Complétant complaisamment les rangs clairsemés et sans âme des quelque dix mille malheureux manifestants que Krasucki et les siens avaient eu, en effet, toutes les peines du monde à convoquer pour défiler entre la place de la République et la gare Saint-Lazare (à Paris), cette année (il y eut même un journaliste finaud pour souligner, avec un maximum de perfidie, que la manifestation concurrente du Front National avait rencontré plus de succès). Là-dessus, "Libération", cette feuille gouvernementale, de sortir le 2 mai un papier d'une page entière sur le problème de la désyndicalisation et de la désertion par les ouvriers de "leurs" syndicats.

Quel but la bourgeoisie et ses valets de presse visent en reprochant ainsi aux ouvriers d'oublier leurs traditions, d'abandonner le symbole de leurs luttes du siècle dernier ? A l'évidence, celui de déprimer les prolétaires, d'attenter à leur moral et à leur combativité. De présenter à leurs yeux l'image d'une déconfiture de la classe ouvrière. C'est toujours dans cette intention que les médias, depuis les mouvements de masse de 1983-1988, ne publient un reportage sur les grèves et les autres formes de lutte qu'à l'instant où elles sont battues, essoufflées, déboussolées et pour montrer alors un front ouvrier en voie de désagrégation avec des travailleurs qui se livrent à des actions dérisoires voire ridicules sous la houlette des bonzes syndicaux.

La bourgeoisie est passée maître dans l'art d'inverser les vérités de la classe ouvrière. Les prolétaires, dit-elle, désertent chaque année un peu plus les cortèges du 1er mai ? C'est bien sûr vrai et voilà plutôt une bonne chose. Loin de manifester chez eux une régression, cela participe au contraire d'un progrès de leur conscience de classe. Pour les révolutionnaires, il y a déjà beau temps que cette date a perdu toute valeur de référence historique et de symbole de la lutte revendicative. Dès 1947, la Gauche Communiste de France et sa revue "Internationalisme" affirmaient avec raison que le 1er mai n'était plus qu'une fête du capital, non le jour des travailleurs mais bien celui de l'exploitation capitaliste. En réalité la fête du patronat, le sacre des syndicats, ces organismes directement appointés par la bourgeoisie pour l'encadrement des prolétaires sur les lieux de travail. Si, dans leur ensemble, les ouvriers ont continué jusqu'en 1968 à voir dans le 1er mai un emblème de leur combat, la crise économique, en les contraignant à une lutte de résistance continuelle contre les attaques de plus en plus dures portées contre leur niveau de vie, leur a fait, depuis lors, progressivement regarder cette fameuse journée "chômée et payée" comme une institution étatique faite pour enfermer la classe ouvrière dans la prison de l'État "démocratique". Alors que le capitalisme l'agressait ouvertement, comment le prolétariat n'aurait-il pas pu prendre conscience que le 1er mai représentait en réalité la célébration bourgeoise de la non-lutte ouvrière, le mensonge érigé en festivité prolétarienne de la "paix sociale", capitaliste ? Et ce n'est pas un hasard si cette lucidité fut acquise dans le temps même que les ouvriers, en confrontant sur le terrain leurs propres sentiments quant à la direction que devaient prendre leurs luttes aux propositions et perspectives tracées par la CGT, la CFDT ou FO, apprenaient à se défier des syndicats tout au long des années 80.

En fait, ce n'est pas de l'oubli par le prolétariat de ses traditions de lutte que la bourgeoisie fait le grief aux ouvriers mais bien de se rappeler, récupérer et revivifier celles-ci ; et surtout de se détourner des syndicats. Dans ce sens, le minibattage médiatique sur l'agonie du 1er mai avait un autre destinataire que les ouvriers. L'article cité de "Libération", en particulier, s'adressait clairement à la bourgeoisie quand, sur le mode du signal d'alarme, il lançait substantiellement l'avertissement suivant : attention, danger, la désyndicalisation est lourde d'explosions ouvrières incontrôlées et incontrôlables. Sur le fond, tout le texte exprime la crainte typiquement bourgeoise que les syndicats, tels qu'ils se présentent aujourd'hui, ne soient pas adaptés pour bien jouer leur rôle de saboteurs des luttes ouvrières dans les affrontements sociaux très rudes qu'annonce la récession économique en cours. Significativement, le journaliste auteur du papier donne les coordinations apparues au cours de la grève des cheminots en 1986 et de celle des infirmières en 1988 pour modèles d'une resyndicalisation et d'un renouveau syndical possibles (cela ne peut pas surprendre le CCI puisque notre journal, à l'époque de ces luttes, a nettement dénoncé lesdites coordinations comme des pièges, construits à partir de faiblesses corporatistes bien réelles chez les ouvriers, tendus par la bourgeoisie).

Mais en laissant transpirer une telle angoisse sur le sujet du syndicalisme, la bourgeoisie, qui veut faire croire aux ouvriers qu'ils sont rendus à l'impuissance, fait malgré elle l'aveu du sentiment intime qu'elle a de la réalité inverse : bien plus que les ouvriers eux-mêmes, elle sait la force potentielle qui continue de reposer au sein du prolétariat ; elle redoute vraiment, elle craint, la libération de cette puissance. Elle ne méconnaît pas que la classe ouvrière, non défaite, garde toute sa capacité à faire exploser la chape mondiale de l'exploitation capitaliste.

Alix

FETE DE "LUTTE OUVRIERE"

Les trotskistes : de faux révolutionnaires, de vrais défenseurs du capital

■ Comme chaque année à la Pentecôte l'organisation trotskiste "Lutte Ouvrière" (LO) a tenu sa fête. Cette organisation de l'extrême-gauche du capital met à profit l'"audience" qu'elle parvient ainsi à rassembler pour tromper les ouvriers sur sa propre nature et donner des réponses fausses aux grandes questions qui se posent dans la situation. Ainsi cette fois en particulier :

- face à la guerre du Golfe, LO présente la position révolutionnaire comme étant celle qui consiste à appeler les ouvriers à soutenir une fraction de la bourgeoisie internationale (l'irakienne en l'occurrence) contre une autre (les "coalisés"), la plus faible contre la plus forte, sous prétexte que l'Irak exploité par les grandes puissance ne serait pas impérialiste ;
- face à l'effondrement des pays de l'ex-bloc de l'Est, en perpétuant le mensonge de la nature non capitaliste de la Russie, LO participe ainsi à alimenter les campagnes de la bourgeoisie identifiant stalinisme et communisme ;
- face au bilan clairement anti-ouvrier des gouvernements de gauche qui, avec une seule interruption, se sont succédés depuis 10 ans, LO se présente comme la seule organisation a avoir réellement mis en garde la classe ouvrière contre Mitterrand. Elle "fait le brouillard" sur le soutien réel, même critique, qu'elle-même et tous les autres trotskistes ont apporté à la gauche, avant et pendant cette période. Elle cherche à faire oublier les illusions qu'ils ont colportées dans la classe ouvrière, concernant la nature prétendument ouvrière du PS et du PC.

Dans le seul but de semer la confusion en gommant les frontières de classe entre le camp prolétarien et le camp de la bourgeoisie auquel appartiennent les organisations trotskistes, LO avait comme chaque année "invité" les organisations révolutionnaires à participer à sa fête.

Pour le CCI, ainsi "autorisé" à tenir un stand pour la vente de ses publications et des forums de discussion, il s'agissait en cette occasion de participer le plus possible à dénoncer les travestissements historiques et les mensonges des trotskistes, et à faire la clarté sur les trois questions citées :

- face à la guerre, nous défendons que la classe ouvrière, non seulement n'a aucun camp impérialiste à soutenir, mais qu'elle doit développer sa lutte contre toutes les fractions de la bourgeoisie. Nous rappelons que Saddam, tout autant que Bush, a agi en tant que défenseur des intérêts impérialistes du capital national. Nous mettons en évidence que le soutient aux luttes dites de "libération nationale" a, tout au long de ce siècle, toujours constitué un moyen d'embrigadement du prolétariat derrière une fraction de la bourgeoisie ;
- concernant le bilan de la gauche au pouvoir, nous rappelons, citations à l'appui, comment LO a dévoyé les ouvriers de leur propre terrain de lutte pour les ramener dans le giron du PS et du PC, à l'occasion des diverses consultations électorales des années 70 et en 81;
- concernant l'effondrement des pays dits "socialistes", nous montrons qu'il vient infliger un démenti cinglant aux théories trotskistes et staliniennes selon lesquelles l'économie de ces pays, en fait capitalistes, aurait été supérieure à celle des autres pays, et qu'également la situation de la classe ouvrière y aurait été "moins pire".

Ainsi démasquée, LO, à court d'argumentation, utilise alors la calomnie et les ficelles les plus grosses pour esquiver toutes les questions qui la gênent (et pour cause !) : à travers un véritable tour de passe-passe, elle travestit notre position internationaliste face à la guerre en la taxant d'"indifférentiste" qui "refuse de choisir tout camp face à l'impérialisme". Elle nous accuse de constituer en fait, "à travers notre dénigrement des pays de l'Est, des soutiens aux bourgeoisies occidentales". Enfin, prise de court, alors que nous exhibons des preuves concrètes du clair soutien de LO à la gauche -les numéros du journal LO de 1974 et 1981 dont les titres de couverture appellent ouvertement à voter Mitterrand- les sbires de cette organisation se fâchent, se font menaçants et arrachent les journaux en question des mains d'un de nos militants (1). LO, démasquée, menace de ne plus accorder de stand au CCI, se défend d'être une organisation stalinienne comme nous l'en dénonçons. En fait, elle montre son vrai visage, celui d'un groupe de l'appareil politique de la bourgeoisie. Et ces derniers staliniens que sont les trotskistes n'hésiteront pas à nous vider manu-militari comme ils l'ont déjà fait dans les assemblées pendant la lutte des cheminots en décembre 86, ou dans la "coordination des personnels de santé" lors de la lutte des infirmières en septembre 88 (cf. notre brochure "Bilan de la lutte des infirmières").

LO est appelée à jouer en France un rôle de premier plan contre le développement de la lutte de classe. La tâche des révolutionnaires à laquelle ne faillira pas le CCI est de continuer à dénoncer ce groupe contre-révolutionnaire, dans sa fête ou hors de sa fête, partout où il empoisonne la prise de conscience de la classe ouvrière, partout où il sabote ses luttes, comme ce fut le cas en particulier lors des luttes de 1986 et 1988 (2).

M.

---

(1) Nous saluons l'attitude fraternelle et courageuse des militants de "Battaglia Comunista" qui se sont interposés lors de cette provocation de LO qui avait coupé le micro et arrêté arbitrairement le débat.

(2) Voir les numéros de "RI" de janvier et février 87, et d' octobre à décembre 88.

GREVE A LA SNCF

Suivre les syndicats, c'est aller à la défaite

■ En cette fin du mois de mai, les tensions sociales, après une longue éclipse durant laquelle la guerre, les massacres de tous ordres, l'anarchie et les catastrophes avaient dominé la situation, semblent revenir au premier plan de l'actualité. Si l'on en croit ce que l'on voit et surtout ce que les médias bourgeois rapportent avec force détails, la classe ouvrière fait aujourd'hui entendre sa voix, affiche ouvertement et hautement son mécontentement.

La lutte qui se distingue dans cette période "socialement agitée" et qui, semble-t-il, n'a pas fini de faire parler d'elle, c'est bien évidemment celle de la SNCF. Effectivement, le réseau ferré quasiment paralysé sur presque tout le territoire pendant plusieurs jours, les images de gares vides ou envahies par des foules de banlieusards partant à l'assaut des rares trains qui circulent, ça marque la situation.

Mais, au-delà du foin que fait la bourgeoisie à travers les gros titres de ses journaux ou à travers les déclarations tonitruantes et "radicales" de ses bonzes syndicaux, qu'est-ce qui ressort réellement de cette grève, que doit en retenir fondamentalement la classe ouvrière ?

Si, à propos de cette lutte, un malaise domine en son sein, ce n'est pas tant que celle-ci serait impopulaire que parce qu'il s'agit en fait d'une grève que les cheminots n'ont pas vraiment voulue, ni encore moins décidée et où, à l'évidence, ils ont été bringuebalés et manipulés. En effet, c'est bien de manipulation dont il s'agit.

Ce qui marque d'abord cette lutte, c'est l'extrême confusion dans laquelle notamment les syndicats l'ont initiée puis organisée. Les uns derrière les autres, ils ont lancé leurs appels à la grève pour des dates différentes, pour des durées différentes et ils se sont, en principe, retrouvés tous ensemble le 24 mai. Mais à l'heure où nous écrivons, le syndicat autonome a maintenu, contrairement aux autres syndicats, son mot d'ordre de grève jusqu'au 27, et même peut-être jusqu'au 31.

Cette dispersion, ils l'ont orchestrée jusqu'au niveau des revendications. Chacun d'entre eux privilégiant, soit la retraite, comme la CGT, soit le salaire et les primes, comme les Autonomes, soit la "qualité du service public" comme la CFDT, etc... Et ils vont jusqu'à "adapter" les revendications à chacune des catégories de personnels -et même en fonction des régions. Ainsi chacun est rejeté et enfermé dans son statut de "roulant" ou d'"aiguilleur" ou d'"agent d'atelier" et ceux de la région Rhône-Alpes par exemple ne peuvent avoir les mêmes revendications que ceux de Paris.

Quant à la mobilisation dans la grève qu'ont obtenue les syndicats, bien que la plupart du temps minoritaire (au mieux 1/3 du personnel), elle a suffi à obtenir une paralysie quasi-générale de la SNCF, augmentant ainsi la confusion parmi les ouvriers. Ainsi les cheminots se sont retrouvés déboussolés, divisés entre eux, dispersés dans le temps et dans l'espace.

A ce travail de sape des syndicats sur le terrain est venu s'ajouter celui, bien plus sournois, d'autres fractions de la bourgeoisie. Ainsi, pour que les ouvriers ne puissent "retrouver leurs petits", le PC qui prétend être leur meilleur défenseur et qui est "très actif" dans cette grève ne se gêne pas pour dénaturer complètement leurs préoccupations. Roland Leroy, dans son éditorial du 25 mai, a le culot d'affirmer que : *"Défendre les retraites, lutter pour de meilleurs salaires et des créations d'emplois, n'est-ce pas le moyen de contribuer à muscler une France forte...?"*

Mais c'est aux médias que revient le pompon dans cette entreprise de déboussolement des ouvriers. Pour accentuer le trouble chez les cheminots et éloigner d'eux tous les autres secteurs de la classe ouvrière, les journaux bourgeois ne pouvaient pas mieux faire que de titrer à la une : *"Des millions de punis"* ou bien *"Otages"*. Ainsi, ils ont fait d'une pierre deux coups en cherchant à attiser la colère des "usagers", des "banlieusards" (c'est-à-dire des ouvriers) et en suscitant un sentiment de culpabilité parmi les grévistes.

Krasucki, aujourd'hui, pavoise en qualifiant cette lutte d'exemplaire. Effectivement, elle est exemplaire des intentions que nourrit la bourgeoisie vis-à-vis de la classe ouvrière et de ses luttes.

Cette lutte à la SNCF montre que ce que cherche la classe dominante, au premier rang de laquelle se trouvent les syndicats, c'est tout d'abord de profiter du déboussolement que connait depuis plusieurs mois la classe ouvrière, suite aux évènements à l'Est et surtout à la guerre du Golfe, pour provoquer prématurément des mouvements de lutte qui ne peuvent être qu'isolés et faibles, pour les saboter systématiquement en organisant la division et la dispersion en leur sein, pour les amener enfin à des défaites démoralisantes.

Aujourd'hui, les ouvriers se doivent d'être particulièrement vigilants par rapport à tous ceux, partis, gauchistes, syndicats, qui les appellent à la bagarre, comme ils vont chercher à le faire durant tout le mois de juin (leur prochaine cible après la SNCF, c'est la RATP) ou qu'ils les poussent à "durcir" la lutte, comme ils le font actuellement avec les cheminots.

Il faut prendre conscience qu'il s'agit là d'une manoeuvre dangereuse non seulement pour ceux qui se font piéger mais aussi pour l'ensemble de la classe ouvrière. Ce que ces suppôts de la bourgeoisie recherchent, c'est à provoquer des défaites ouvrières significatives, dans des secteurs importants de la classe (aujourd'hui dans la Fonction publique) afin d'accentuer son déboussolement et lui instiller un sentiment dangereux d'impuissance.

Aujourd'hui, pour la classe ouvrière, suivre les syndicats, répondre à leurs chants de sirènes, ce n'est pas exprimer sa force, c'est au contraire la compromettre, ce n'est pas renforcer la défense de ses conditions de vie, de ses intérêts de classe, c'est à coup sûr s'affaiblir au profit de la bourgeoisie.

JE
(25.5.91)

LE CAPITALISME AUJOURD'HUI EST UNE CATASTROPHE POUR L'HUMANITE

La barbarie du système capitalisme, c'est bien sûr la guerre et les massacres dont la guerre du Golfe et ses effroyables conséquences en Irak viennent de nous donner un aperçu. Mais, à peine les armes se sont-elles tues que, de nouveau, l'humanité sombre dans l'horreur : des centaines de milliers de cadavres jonchant le sud du Bangladesh, victimes d'une catastrophe que l'on prétend "naturelle", des épidémies qui menacent des continents entiers (après le SIDA en Afrique, c'est maintenant le choléra qui gagne progressivement tous les pays d'Amérique latine), des émeutes d'une extrême violence qui touchent maintenant les villes des pays les plus industrialisés (comme à Washington, Bruxelles ou dans la banlieue parisienne), des affrontements sanglants qui sont en train de faire exploser des Etats de plusieurs centaines de millions d'habitants. Tandis que les rivalités entre cliques bourgeoises continuent à se déchaîner dans les républiques d'URSS, c'est maintenant l'Inde qui est à son tour menacée d'éclatement. Toutes ces calamités ne sont le fruit ni du hasard ni d'un malencontreux concours de circonstances. C'est le capitalisme qui est responsable de toutes ces horreurs, qui est en train d'emporter dans sa propre décomposition des pans entiers de la planète. L'image que tous ces évènements nous renvoie de la société actuelle est celle d'un monde sans avenir, sans perspective. Avec l'effondrement irrémédiable de l'économie mondiale, ce système ne peut désormais engendrer que toujours plus de barbarie, de famines, de misère, de massacres.

Aujourd'hui, c'est le capitalisme qui est une catastrophe pour l'humanité. Ce système moribond, le prolétariat devra le détruire avant qu'il ne détruise toute la planète.

CYCLONE AU BANGLADESH

■ Cyclone, tornades en chaîne, inondations... Depuis le 29 avril dernier, le Bangladesh est soumis à une série de catastrophes meurtrières. Aux 140 000 décès déjà recensés officiellement, il faudra encore ajouter tous ceux qui ne pourront survivre à la faim, au froid, au manque d'eau, aux épidémies : plus de 700 000 habitations ont en effet été détruites et plus d'un million d'habitants tentent désespérément de lutter au milieu des cadavres ingurgitant une eau contaminée. De plus la destruction quasi totale des récoltes va encore venir aggraver la famine qui frappe des millions d'êtres humains dans ce pays du Tiers-Monde.

Certes, on ne peut reprocher au capitalisme d'être à l'origine d'un cyclone ou d'un tremblement de terre. Par contre c'est bien ce système en putréfaction qui est responsable du fait que ce cataclysme, comme tous les autres, se transforme en une gigantesque tragédie humaine.

En effet, les moyens technologiques existent qui permettent de prévoir la date, les lieux d'impact, la puissance de ces cataclysmes. Et pourtant, si le capitalisme a pu créer de telles forces technologiques, il est en même temps incapable de se donner les moyens pour protéger les populations des pays régulièrement exposés aux éléments déchaînés, incapable de construire des habitations et des digues contre les inondations, incapable de maîtriser les fleuves.

Depuis près de quatre ans, la bourgeoisie des pays les plus industrialisés, Grande-Bretagne, USA, France en tête, tient périodiquement des conférences autour du "fantastique projet Mitterrand" ou autre "plan de sauvetage" pour protéger le Bangladesh des inondations. Avec l'aggravation toujours plus brutale de la crise qui touche de plein fouet les pays les plus "riches", on peut être sûr que tous ces beaux projets "humanitaires" ne verront jamais le jour. Car ce n'est pas par altruisme que la bourgeoisie des pays industrialisés élabore de tels projets en direction des pays du Tiers Monde. Le capitalisme n'est pas un système qui produit pour satisfaire les besoins humains, mais pour vendre et faire du profit. Ainsi, lorsqu'un pays totalement ravagé par la crise, ne peut payer ses fournisseurs pour développer son infrastructure et pour nourrir sa population, il n'a plus qu'à crever. Et c'est bien le cas du Bangladesh comme de tous les pays du Tiers Monde. Voilà à quoi se résume les belles intentions "humanitaires" de tous ceux qui, la main sur le coeur et les bons sentiments à la bouche, se "préoccupent" du sort de ces 110 millions d'êtres humains qui croupissent ou crèvent chaque jour comme des mouches au Bangladesh.

Les "généreuses aides humanitaires" auxquelles on nous convie à participer ne consistent en fait qu'en un grand spectacle destiné à nous faire croire que nos valeureux gouvernants savent comment s'y prendre pour voler au secours des sinistrés. En fait, la réalité est bien plus macabre. Ces "aides" arrivent en nombre compté ou trop tard, quand elles ne sont pas purement et simplement pillées avant d'arriver sur place. Et de toute manière, selon les experts officiels dépêchés sur place, le niveau actuel des secours ne dépasse pas 1 % de ce qui serait nécessaire dans l'immédiat, une goutte d'eau dans l'océan de désastre qui emporte la population bangladaise. En fait comme toutes les "aides" de ce type (on se souvient encore du racket le plus sordide organisé autour des sinistrés d'Arménie), il ne s'agit là que d'une sordide mascarade dont le seul objectif consiste à acheter des "bonnes consciences" et à faire oublier l'absurdité et la barbarie du système actuel.

Si le capitalisme ne peut apporter aucune solution à ce type de désastres, ni dans l'immédiat, ni, encore moins, à long terme, ce n'est pas parce que les gouvernements seraient incapables de "gérer" correctement le système économique, comme voudrait nous le faire croire le PC et tous ceux qui proposent de transférer une part des crédits d'armements vers la prévention des catastrophes. De telles tragédies ne font que révéler l'absurdité et la barbarie d'un système en pleine décomposition, un système incapable de développer les forces productives qu'il a mises en oeuvre pour les mettre au service des besoins réels de l'humanité. Plus ce système s'enfonce dans sa propre décadence plus il ne produit que pour... détruire parce qu'il ne peut plus vendre ses marchandises sur un marché mondial de plus en plus saturé. Ainsi, alors que les deux tiers de l'humanité crèvent de faim, chaque année, ce sont des centaines de milliers de tonnes de stocks alimentaires invendus qui sont détruits dans les pays industrialisés, c'est près de mille milliards de dollars qui sont consacrés à la production d'armements car la guerre est la seule réponse que la bourgeoisie et le capitalisme puisse apporter à la faillite irrémédiable de son système.

Ainsi, plus ce système, qui ne peut engendrer que la misère, la famine et les massacres, continuera à pourrir sur pied, plus les catastrophes dites "naturelles" se feront tragiques et destructrices.

Face à cette effroyable perspective que nous promet la capitalisme, il n'existe qu'une seule issue capable de sauver l'espèce humaine de la destruction : *"l'édification, sur les ruines du système capitaliste, d'une autre société -la société communiste- qui pourra apporter une pleine satisfaction des besoins humains grâce à un développement considérable, un épanouissement et une maîtrise des forces productives que les lois mêmes du capitalisme rendent impossibles. Et la première étape de cette régénération de la vie sociale ne peut être que le renversement du pouvoir de la bourgeoisie par la seule classe qui soit aujourd'hui en mesure d'offrir un avenir à l'humanité, le prolétariat mondial"* ("Revue Internationale" n°57 : "La décomposition du capitalisme").

LMO

EPIDEMIE DE CHOLERA

■ Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, l'épidémie de choléra en Amérique latine menace entre 90 et 120 millions de personnes, soit 25% de la population totale ("Le Monde" du 27.04.91). Déjà plus de 172 000 cas, dont 1300 mortels, ont été recensés pour ce seul continent.

En Afrique, le nombre de malades ne cesse d'augmenter en particulier au Bénin, en Zambie, au Zaïre. En Asie, les premiers cas se sont déjà déclarés, en Irak ainsi qu'au Bangladesh.

Concrètement, l'épidémie est planétaire, plusieurs centaines de millions d'êtres humains des pays du Tiers-Monde, et aux premiers rangs les enfants, risquent d'être touchés.

De mémoire humaine, il faut remonter au XIVe siècle pour trouver une pandémie d'une ampleur comparable.

En effet, dans un contexte de dislocation du monde féodal, la grande épidémie de Peste noire qui débuta en 1348 emporta 40 millions d'Européens sur les 120 que comptait alors le continent. Mais là s'arrête la comparaison. Non seulement le nombre de victimes dans les pays sous-développés aujourd'hui risque d'être plus important encore, mais la pire aberration consiste surtout en ce que la médecine moderne dispose de tous les moyens nécessaires pour soigner ce type d'infection. Tel n'était pas le cas au Moyen Age. Les remèdes efficaces pour lutter contre le choléra ont été découverts depuis la fin du XIXe siècle !

Ainsi, en la circonstance, la bourgeoisie ne dispose-t-elle pas de l'argument classique qu'elle utilise vis-à-vis du SIDA : l'absence de vaccin, de médicaments adéquats.

En conséquence, la simple raison pour laquelle la bourgeoisie va laisser crever toutes ces populations, c'est leur insolvabilité, c'est-à-dire leur incapacité à pouvoir se payer le prix d'une vaccination ou de soins intensifs.

Quant à l'aide humanitaire, quelle plaisanterie ! Par exemple, la France a décidé d'envoyer 20 000 doses de vaccins au Brésil alors que dans l'immédiat, plus de 3 millions de Brésiliens vont à coup sûr être contaminés.

Oui, le capitalisme a mis au jour les moyens d'éviter la propagation de tels fléaux, cependant, sa logique de fonctionnement, la recherche systématique du profit, fait que rien ne sera ni ne pourra être entrepris pour enrayer cette contagion. Qui plus est, c'est toujours ce système qui est responsable du développement d'un tel phénomène épidémiologique, sûrement pas "la nature", la "fatalité". Car le bacille cholérique est le type même de bactérie qui prolifère dans les bidonvilles, près des monceaux d'ordures, là ou l'eau est souillée faute d'installations sanitaires minimales.

Et qui d'autre que le capitalisme, en réduisant à une misère insondable des millions d'êtres humains, provoque l'inexorable gonflement des favelas, la taudification croissante des grandes agglomérations du Tiers-Monde (1).

Les autorités bourgeoises locales des pays touchés ont donc beau jeu de conseiller l'ébullition de l'eau, l'électricité fait défaut, le gaz n'arrive pas, le fuel est bien trop cher.

Enfin, quand ce n'est pas la crise, c'est la guerre avec son cortège de destructions qui favorise la multiplication des foyers infectieux : à Bassorah, à Bagdad, au Kurdistan, on recense les premières victimes. Ainsi, de fait, parce que l'avenir que nous promet le capitalisme en pleine décomposition, c'est toujours plus de misère et de guerres, le choléra n'a pas fini de frapper.

En réalité, c'est ce système qui, aujourd'hui, est devenu un véritable bubon pour l'humanité tout entière, une plaie qui peut s'avérer mortelle. Seule la révolution prolétarienne immunisera à jamais le genre humain des maux qu'il engendre.

Greg

---

(1) Sur 10 millions d'habitants que compte la commune de Sao Paulo, 2 millions vivent dans les favelas. Chaque année, 200 000 personnes viennent s'entasser dans les faubourgs de Mexico.

L'Inde au bord de l'éclatement

■ *"La plus grande démocratie du monde est en deuil". "Ce qui vient de se produire en Inde est une tragédie"* (déclaration d'Edith Cresson). C'est par ces mots que l'ensemble de la bourgeoisie internationale a exprimé sa consternation suite à l'attentat mortel dont Rajiv Gandhi a été victime. Eh oui ! la couronne de fleurs offerte au candidat du Parti du Congrès, qui selon toutes probabilités allait être élu une seconde fois premier ministre, s'est avérée mortuaire.

Néanmoins, qu'on ne s'y trompe pas, derrière la trinité des Gandhi, qui depuis plus de quarante ans avec le grand-père (Nehru), la mère (Indira) et le fils (Rajiv) a régné sur l'Inde, se cache une fraction bourgeoise corrompue qui a su faire payer à ses prolétaires le prix du sang et de l'exploitation. Ce soi-disant modèle politique pour le Tiers-Monde qu'était l'Inde, est en fait devenu synonyme de gigantesque cloaque, une illustration du stade de décomposition auquel sont déjà parvenus nombre de pays de la périphérie du capital.

Car en effet, comme le titrait le numéro 29 du "Courrier International", le "pays est au bord de l'apocalypse". L'endettement avoisine les 442 milliards de francs et l'Etat est dans l'incapacité de trouver, cette année, la somme nécessaire pour rembourser les seuls intérêts de sa dette. Actuellement le revenu annuel moyen par habitant "s'élève" à environ 1 500 F, en fait bien moins. Ainsi, à l'image des pays de l'Est qu'elle a longtemps imités, l'économie planifiée de l'Inde s'effondre sous les coups de boutoir de la crise économique mondiale. De fait, la seule façon qu'a la bourgeoisie indienne de se voir octroyer encore quelques crédits par le biais du FMI passe par la mise en place d'énormes plans de licenciements, surtout dans le secteur public pléthorique. En bref, cela signifie l'accentuation de la misère, pourtant déjà extrême, pour des millions de prolétaires. Voilà la réalité de la gestion démocratique des bourgeois indiens et tel était le programme du défunt Rajiv ! Quoiqu'il en soit, il s'en trouvera d'autres pour l'appliquer.

Qui plus est, cette grande "démocratie" du Tiers-Monde peut aussi s'enorgueillir depuis 1947 de deux guerres meurtrières avec le Pakistan, d'une course aux armements qui en a fait la première puissance régionale, détentrice de l'arme atomique, et qui d'ailleurs n'a pas fini de régler ses comptes avec sa grande rivale d'Islamabad.

Mais aujourd'hui, c'est l'ensemble de ce pays de plus de 850 millions d'habitants qui part en lambeaux ! Déjà trois guerres civiles au Penjab, au Cachemire et en Assan le ravagent et d'autres menacent plus particulièrement les Etats du Rajasthan, de l'Uttar Pradesh et du Tamil-Nadu. Ainsi l'élimination de Rajiv Gandhi est-elle la traduction de cette dynamique centrifuge, de chaos qui s'installe dans l'Union Indienne. Toutes les cliques bourgeoises sont à couteaux tirés, prêtes à s'entre-déchirer derrière des motifs religieux, ethniques ou de castes. Et le véritable drame c'est que nombre de prolétaires sont prêts à suivre de telles mystifications ! Le calvaire qu'ils endurent, et qui ne pourra aller qu'en s'accentuant, ne se résorbera pas dans le seul cadre de l'Inde. Il passe, en particulier au coeur des grandes métropoles industrialisées, par le renversement de ce système en pleine déliquescence, où seul le prolétariat sera l'artisan de cette entreprise de libération, de salubrité !

Greg
(25.5.91)

Courant Communiste International

Revue Internationale / 65

2e trimestre 1991 — 15 ff/75 fb

Editorial
MASSACRES ET CHAOS CAPITALISTES
Seule la classe ouvrière internationale peut instaurer un véritable nouvel ordre mondial

Crise économique
CRISE ET MILITARISME

Résolution
LA SITUATION INTERNATIONALE

Lutte de classe
LE PROLETARIAT FACE A LA GUERRE

MARC
De la révolution d'octobre 1917 à la 2e guerre mondiale

Polémique avec « Battaglia Comunista »
LE RAPPORT FRACTION-PARTI DANS LA TRADITION MARXISTE, III.2

L'Armée rouge réprime avec le soutien de l'Occident démocratique

■ Depuis le début du mois, l'armée soviétique viole, pille et tue des milliers d'Arméniens du Haut-Karabakh, dans le sud de l'URSS. Et c'est seulement quinze jours après le début de ces tueries organisées et commanditées par Moscou que l'ambassadeur de France à Moscou questionnait du bout des lèvres le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères "sur l'adéquation des moyens employés" dans cette région. Mais où est donc la vindicte justicière de la bourgeoisie occidentale qui, il y a quelques mois à peine, et par la voix de Bush lui-même, menaçait carrément de toutes ses foudres Gorbatchev si celui-ci intervenait en Lituanie ou en Lettonie, qui venaient de faire sécession ? Où sont donc les larmes de ces journaleux indignés, dans la presse, à la télé, de ce que Gorbatchev empêchât les Baltes de retrouver leur intégrité nationale "naturelle", informateurs également solidaires des Géorgiens, des Russes et déjà à l'époque des Arméniens d'URSS pour servir largement les objectifs de cette propagande écoeurante ? Aujourd'hui, plus rien et bien au contraire, la bourgeoisie occidentale ferme les yeux et soutient ouvertement la politique de fer et de feu qui va tendre forcément à se généraliser en URSS. Le pouvoir central soviétique est aux abois, pratiquement au bord de l'abîme, dans une situation de marasme et de chaos qui s'impose toujours plus sûrement. Et c'est justement face à cette menace grandissante que la bourgeoisie occidentale a fait taire sa propagande depuis plusieurs mois. Déjà à la fin de l'an passé, le ministre des Affaires étrangères allemand, Hans Genscher, au moment du "Téléthon" organisé par l'Allemagne pour voler "au secours des populations affamées en URSS, reconnaissait que *"l'aide à l'Union soviétique n'est pas seulement une question d'humanité, de solidarité et de bon exemple. Elle sert aussi la stabilité de l'Europe."* Voilà la raison véritable de ce changement d'attitude. Dernièrement encore, le secrétaire au Foreign Office du gouvernement britannique, Douglas Hurd, abondait dans le même sens : *"La désintégration de l'URSS en un kaléidoscope de républiques n'est pas l'intérêt de l'Europe."* Le soutien à Moscou et à Gorbatchev est donc la priorité des bourgeois occidentaux aujourd'hui, afin d'enrayer autant qu'ils le peuvent l'effondrement de tout le pays. Le chaos en URSS, cela veut dire le déferlement sur l'Europe occidentale de milliers d'êtres humains affamés, réduits à la pire misère, attirés vers l'Ouest par le mirage de la prospérité. Cela veut dire des vagues d'immigration encore jamais vues dans l'histoire et que les pays occidentaux ne pourront jamais supporter à moins de signer leur propre mort. Les sentiments humanitaires sont bien loin ! Comme le confiait cyniquement l'an passé un haut fonctionnaire allemand : *"Nous espérons que l'Allemagne et l'Europe tout entière fourniront une aide suffisante pour que ces gens puissent rester chez eux."* !

C'est pour cela qu'on voit aujourd'hui Gorbatchev bénéficier du soutien de ses frères occidentaux, parce qu'il est le seul à maintenir encore une certaine cohésion du pouvoir central et de l'URSS face à l'explosion des nationalismes et au marasme économique.

Eltsine lui-même a été remis au pas par la bourgeoisie européenne, et en particulier française, lors de son voyage en France du 17 avril. Elle lui a fait comprendre qu'il était de son intérêt à lui aussi de mettre de l'eau dans son vin et de travailler avec Gorbatchev. Ainsi, à son retour à Moscou, alors que sa soif du pouvoir semblait le conduire à accélérer la sécession de la Russie, il signait une déclaration commune avec Gorbatchev appelant à faire respecter dans l'immédiat l'"ordre constitutionnel" et invitant les mineurs et les travailleurs à "cesser les grèves à motivation économique et politique". En accord avec Gorbatchev, Eltsine reconnaissait même la nécessité de recourir à des "mesures sévères" pour remettre l'économie en marche, et "souscrivait à l'intention d'instaurer un régime spécial dans les industries de base" (on sait ce que cela veut dire pour les ouvriers : exploitation, misère et oppression encore aggravées !).

Ce n'est pas non plus par hasard si Mitterrand se rendait à Moscou en pleine "crise arménienne", le 6 mai, pour "discuter de la situation intérieure de l'URSS", et, alors même que les paras de l'armée soviétique donnaient l'assaut à plusieurs villages de sinistrés arméniens, il renouvelait son soutien ouvert à Gorbatchev et à sa politique, se payant le luxe de déclarer cyniquement, tel le pèlerin socialiste du "nouvel ordre mondial", que *"là où la liberté apparaît, elle se fait très vite exigeante"*.

C'est donc avec la bénédiction des pays développés que les blindés ainsi que les troupes du KGB et de l'armée Rouge sèment la mort. Il s'agit bien de la même bourgeoisie qui révèle une fois encore sa nature profonde par son cynisme froid d'aujourd'hui, en même temps que l'hypocrisie immonde et insondable dont elle s'enveloppe lorsqu'elle "défend" de façon spectaculaire des buts "humanitaires" comme elle le faisait à propos des Baltes l'an dernier. Cela ne doit pas nous étonner !

Lorsque la bourgeoisie dénonçait les atrocités du stalinisme, c'était, en assimilant ce dernier au communisme, pour mieux défendre le capitalisme. Aujourd'hui, lorsqu'elle ferme les yeux sur la répression massive de populations entières, soutenant ouvertement et sans vergogne les mêmes staliniens, colorés perestroïka, c'est pour défendre cette fois la survie même de son système.

Elle montre qu'il n'y a pas d'opposition entre stalinisme et démocratie, que ce sont deux faces, aussi cyniques et sordides l'une que l'autre, de la même société capitaliste.

PPR

ETHIOPIE

Mengistu s'en va, la barbarie continue

■ *"Lénine déboulonné à Addis-Abeba"*, titre avec délectation "Libération" du 24 mai. Et de s'étaler avec complaisance sur la satisfaction de la *"foule impressionnante"* qui, à la sortie des églises, constate qu'*"IL est enfin tombé"*. La bourgeoisie "branchée", celle qui, par la plume ou les discours pontifiants de l'ex-mao Serge July, se donne des airs "d'objectivité", n'a pas manqué une nouvelle fois de manifester son contentement obscène devant ce dernier avatar de l'"agonie du communisme". Certes, pour la propagande bourgeoise, c'est moins payant que le spectacle télévisé des illusions démocratiques et "libérales" déferlant sur les ouvriers d'Europe de l'Est en 1989. Mais, pour la bourgeoisie, il n'y a pas de petit bénéfice. Alors que ces ouvriers commencent à constater amèrement que le "capitalisme libéral" leur apporte encore plus de misère que le "socialisme", il n'était pas inutile de nous servir une petite resucée de statues de Lénine renversées. Tant pis si, cette fois, ce sont les foules arriérées d'un des pays les plus pauvres du monde qui sont concernées : il est toujours bon d'en rajouter dans l'assimilation crapuleuse de Lénine avec la famine, les massacres et la terreur policière, d'attribuer aux représentants les plus sanguinaires de la classe capitaliste, tel le soudard Mengistu, le label de "révolutionnaire" pur jus.

Aujourd'hui, l'Ethiopie constitue une nouvelle manifestation de l'effondrement total de l'ex-bloc russe. Face aux différentes guérillas nationalistes soutenues par le bloc de l'Ouest, le massacreur Mengistu n'a dû son salut, en échange d'une fidélité sans faille, qu'au soutien de son protecteur soviétique. L'effondrement de ce dernier ne pouvait signifier que la liquéfaction et la chute de son propre pouvoir. Mais comme partout ailleurs, et encore plus qu'ailleurs, les populations d'Ethiopie ne peuvent rien attendre du renversement du "négus rouge" sinon encore plus de misère et de chaos. En dehors des 15 000 Juifs falachas évacués de façon spectaculaire par Israël, et dont la situation dans ce pays ne sera de toute façon pas très réjouissante, il va rester en Ethiopie des millions d'êtres humains livrés à la famine et à la barbarie les plus atroces. Ce sera l'occasion, évidemment, de nouvelles campagnes humanitaires venant prendre le relève de celles sur les Kurdes et sur le Bangladesh puisque, pour la bourgeoisie, toutes les occasions sont bonnes pour recouvrir du masque des bons sentiments le visage hideux de ses guerres, de ses massacres et de toute la barbarie que déchaîne son système à l'agonie.

Pour la classe ouvrière, cette barbarie de même que tout le cynisme et toute l'hypocrisie des campagnes actuelles, qu'elles soient anticommunistes, démocratiques ou humanitaires, doivent constituer des raisons supplémentaires de renforcer sa volonté d'abolir un tel système.

François.

La Commune de Paris

(SUITE DE LA PAGE 8)

Bismarck la libération de 60 000 soldats français faits prisonniers à Sedan, ce qui va donner au gouvernement de Versailles une supériorité décisive à partir du début mai. Dans la première quinzaine de mai, c'est le front sud qui est enfoncé. Le 21, les Versaillais, dirigés par le général Galliffet, entrent dans Paris par le nord et l'est grâce à une brèche ouverte par l'armée prussienne. C'est alors que va se déchaîner toute la furie sanguinaire de la bourgeoisie. Pendant huit jours, les combats font rage dans les quartiers ouvriers ; les derniers combattants de la Commune vont tomber comme des mouches sur les hauteurs de Belleville et de Ménilmontant. Mais la répression sanglante des communards ne pouvait s'arrêter là. Il fallait encore que la classe dominante puisse savourer son triomphe en débridant sa haine vengeresse contre un prolétariat désarmé et battu, contre cette "vile canaille" qui avait eu l'audace de se rebeller contre sa domination de classe : tandis que les troupes de Bismarck recevaient l'ordre de ne laisser passer aucun fugitif, les hordes de Galliffet perpétraient des massacres massifs d'hommes, de femmes et d'enfants sans défense : c'est par centaines qu'ils furent froidement assassinés à la mitrailleuse et même à bout portant.

La Semaine sanglante se termina ainsi sur une innommable boucherie qui fit plus de 20 000 morts. Puis sont venues les arrestations en masse, les exécutions de prisonniers "pour l'exemple", les déportations au bagne et les placements de plusieurs centaines d'enfants dans des maisons de correction.

Voilà comment la bourgeoisie a pu rétablir son ordre. Voilà comment elle réagit lorsque sa dictature de classe est menacée. Et ceux qui ont noyé la Commune dans un bain de sang, ce ne sont pas les seuls secteurs les plus réactionnaires de la classe dominante. C'est sa fraction républicaine et "démocratique", avec son Assemblée nationale et ses parlementaires libéraux, qui, en confiant cette sale besogne aux troupes monarchistes, porte l'entière responsabilité du massacre et de la terreur. Ce premier haut fait de la démocratie bourgeoise, le prolétariat ne doit jamais l'oublier.

Avec l'écrasement de la Commune, qui a conduit à la disparition de la Première Internationale après 1872, la bourgeoisie est parvenue à infliger une défaite aux ouvriers du monde entier. Et cette défaite fut particulièrement cuisante pour la classe ouvrière en France, puisqu'elle a cessé, après cette tragédie, d'être aux avant-postes de la lutte du prolétariat mondial comme cela avait été le cas depuis 1830. Cette position d'avant-garde, le prolétariat de France ne la retrouvera que lors de la grève massive de mai 1968, qui ouvrira une nouvelle perspective en signant la reprise historique des combats de classe après quarante ans de contre-révolution. Et ce n'est pas le fait du hasard : en reprenant, même de façon momentanée, son rôle de phare qu'il avait abandonné depuis près d'un siècle, il annonçait toute la vitalité, la force et la profondeur de cette nouvelle étape de la lutte historique de la classe ouvrière mondiale vers le renversement du capitalisme.

Mais cette nouvelle période historique ouverte par mai 1968 se situe, contrairement à la Commune, à un moment où la révolution prolétarienne est devenue non seulement une possibilité mais aussi une nécessité dans la mesure où elle constitue le seul espoir de survie pour l'humanité. C'est justement cette vitalité et cette force du prolétariat, ainsi que les enjeux de ses combats actuels, que la bourgeoisie cherche à tout prix à lui masquer à travers toutes ses campagnes mensongères, ses falsifications et tentatives de dénaturer les expériences révolutionnaires du passé.

Avril (15/5/91)

(1) Par ailleurs, le fait que dès sa proclamation, la Commune fit flotter sur Paris le drapeau rouge au détriment du drapeau tricolore, emblème de l'idéologie nationaliste de la bourgeoisie, révèle encore le caractère prolétarien et non patriotique de ce mouvement. Il faudra attendre les années 1930 pour que, avec la trahison des partis communistes, les staliniens et notamment le PCF avilissent le drapeau rouge en le croisant avec les drapeaux nationaux.

PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de **"R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"**

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuiller expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
30 F + 3F pour frais d'envoi
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE HOLLANDAISE
120F + 12F pour frais d'envoi
GUERRE DU GOLFE
30F + 3F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

LA COMMUNE DE PARIS, PREMIER ASSAUT REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT

Il y a cent vingt ans, avec le massacre de plus de 20 000 ouvriers lors de la Semaine sanglante, la bourgeoisie mettait fin à la première grande expérience révolutionnaire du prolétariat. Avec la Commune de Paris, c'était la première fois que la classe ouvrière s'était manifestée avec une telle force sur la scène de l'histoire. Pour la première fois, elle avait montré sa capacité à détruire l'appareil d'Etat bourgeois et à s'affirmer, ainsi, comme étant désormais la seule classe révolutionnaire de la société. A l'heure où la bourgeoisie s'efforce à tout prix de convaincre les prolétaires que, hors du capitalisme, il n'y a aucune perspective pour l'humanité, à l'heure où elle cherche à leur inoculer un sentiment d'impuissance face à la misère et à la barbarie du monde actuel, il importe que la classe ouvrière se penche sur son propre passé, pour reprendre confiance en elle-même, en sa propre force et en l'avenir que portent ses combats. Cette formidable expérience de la Commune de Paris est là pour témoigner que, malgré l'immaturité des conditions historiques de la révolution communiste, le prolétariat se montrait déjà à cette époque comme la seule force capable de remettre en cause l'ordre capitaliste.

■ La Commune de Paris a constitué, pour de nombreuses générations de prolétaires, un point de référence dans l'histoire du mouvement ouvrier. En particulier, les révolutions russes de 1905 et d'Octobre 1917 étaient fortement imprégnées de son exemple et de ses enseignements avant que cette dernière ne vienne prendre le relais comme phare pour la lutte du prolétariat mondial.

Aujourd'hui, les campagnes de la bourgeoisie essaient d'enterrer définitivement aux yeux des prolétaires du monde entier l'expérience révolutionnaire d'Octobre, de les détourner de leur propre perspective en continuant à identifier le communisme avec le stalinisme. Ne pouvant utiliser la Commune de Paris pour inoculer ce même mensonge, la classe dominante a toujours essayé de récupérer cette expérience pour en masquer la véritable signification, pour la dénaturer en l'assimilant soit à un mouvement patriotique, soit à une lutte pour les libertés républicaines.

UN COMBAT CONTRE LE CAPITAL ET NON UNE LUTTE PATRIOTIQUE

C'est à la suite de la guerre de 1870 entre la Prusse et la France que se constitue la Commune de Paris, sept mois après la défaite de Louis Napoléon Bonaparte à Sedan. Le 4 septembre 1870, le prolétariat parisien se soulève contre les conditions de misère qui lui sont imposées par l'aventure militaire de Bonaparte. La république est proclamée alors même que les troupes de Bismarck sont aux portes de Paris. C'est la garde nationale, à l'origine composée de troupes petites-bourgeoises, qui, désormais, va assurer la défense de la capitale contre l'ennemi prussien. Les ouvriers, qui commencent à souffrir de la famine, s'y engagent en masse et vont bientôt constituer l'essentiel de ses troupes. Mais, contrairement aux mensonges de la bourgeoisie qui ne veut nous faire voir dans cet épisode que la résistance du "peuple" de Paris contre l'envahisseur prussien, très vite, cette lutte pour la défense de Paris assiégé va céder la place à l'explosion des antagonismes irréconciliables entre les deux classes fondamentales de la société, le prolétariat et la bourgeoisie. En effet, après 131 jours de siège de la capitale, le gouvernement capitule et signe un armistice avec l'armée prussienne. Dès la fin des hostilités avec Bismarck, Thiers, nouveau chef du gouvernement républicain, comprend qu'il faut immédiatement désarmer le prolétariat parisien car celui-ci constitue une menace pour la classe dominante. Le 18 mars 1871, Thiers va essayer d'utiliser la ruse pour parvenir à ses fins : arguant du fait que les armes sont la propriété de l'Etat, il envoie des troupes dérober l'artillerie de la garde nationale, composée de plus de 200 canons, que les ouvriers avaient cachée à Montmartre et Belleville. Mais cette tentative échoue grâce à la résistance farouche des ouvriers, et au mouvement de fraternisation entre les soldats et la population parisienne. C'est l'échec de cette tentative de désarmement de la capitale qui va mettre le feu aux poudres et déchaîner la guerre civile entre les ouvriers parisiens et le gouvernement bourgeois réfugié à Versailles. Le 18 mars, le comité central de la garde nationale, qui assurait provisoirement le pouvoir, déclare : *"Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure est arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques. (...) Le prolétariat a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en main ses destinées, et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir."* Le même jour, il annonce la tenue immédiate d'élections au suffrage universel. La Commune, élue le 26 mars et composée de délégués des différents arrondissements, sera proclamée deux jours plus tard. Plusieurs tendances seront représentées en son sein : la majorité, où dominent les blanquistes, et la minorité, dont les membres seront surtout des socialistes proudhoniens rattachés à l'Association Internationale des Travailleurs (la Première Internationale).

Immédiatement, le gouvernement de Versailles va riposter pour reprendre Paris tombé aux mains de la classe ouvrière, cette "vile canaille", selon les termes de Thiers : les bombardements de la capitale que dénonçait la bourgeoisie française lorsqu'ils étaient l'oeuvre de l'armée prussienne ne cesseront pas pendant les deux mois que durera la Commune.

Ainsi, loin d'avoir été un mouvement pour la défense de la patrie contre l'ennemi extérieur, c'est bien pour se défendre contre l'ennemi intérieur, contre "sa" propre bourgeoisie représentée par le gouvernement de Versailles, que le prolétariat parisien refusa de remettre les armes à ses exploiteurs et instaura la Commune.

UN COMBAT POUR LA DESTRUCTION DE L'ETAT BOURGEOIS ET NON POUR LES LIBERTES REPUBLICAINES

La bourgeoisie a toujours eu besoin, en travestissant l'histoire, de s'appuyer sur les apparences pour distiller les pires mensonges. Ainsi, c'est en se fondant sur le fait que la Commune se revendiquait effectivement des principes de 1789 qu'elle a toujours cherché à rabaisser cette première expérience révolutionnaire du prolétariat au niveau d'une vulgaire lutte pour les libertés républicaines, pour la démocratie bourgeoise contre les troupes monarchistes derrière lesquelles s'était ralliée la bourgeoisie française. Mais ce n'était pas dans les habits que le jeune prolétariat de 1871 avait revêtus que se trouvait l'esprit véritable de la Commune. C'est ce qu'il portait déjà comme perspective d'avenir qui fait de ce mouvement une étape de première importance dans la lutte du prolétariat mondial pour son émancipation. C'était la première fois dans l'histoire que, dans une capitale, le pouvoir officiel de la bourgeoisie avait été renversé. Et ce gigantesque combat était bien l'oeuvre du prolétariat, d'un prolétariat certes encore très peu développé, à peine sorti de l'artisanat, traînant encore derrière lui le poids de la petite-bourgeoisie et de multiples illusions issues de 1789. Mais c'était bien cette classe, et aucune autre, qui avait constitué le moteur et l'élément dynamique de la Commune. Ainsi, alors que la révolution n'était pas encore à l'ordre du jour (tant du fait de l'immaturité de la classe ouvrière que d'une situation où le capitalisme n'avait pas encore épuisé toutes ses capacités à développer les forces productives), la Commune annonçait déjà avec fracas la direction dans laquelle allaient s'engager les futurs combats prolétariens.

Et si la Commune a pu reprendre à son propre compte les principes de la révolution bourgeoise, ce n'est certainement pas pour leur donner le même contenu. Pour la bourgeoisie, la "liberté" veut dire liberté du commerce et d'exploiter le travail salarié ; l'"égalité" n'est rien d'autre que l'égalité juridique entre capitalistes et contre les privilèges de la noblesse ; la "fraternité" est interprétée comme l'harmonie entre le capital et le travail, c'est-à-dire la soumission des exploités aux exploiteurs. Pour les ouvriers de la Commune, "Liberté, Egalité, Fraternité" signifiait l'abolition de l'esclavage salarié, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la société divisée en classes. Cette perspective d'un autre monde qu'annonçait déjà la Commune, on la retrouve justement dans le mode d'organisation de la vie sociale que la classe ouvrière a été capable d'instaurer pendant deux mois. Car ce sont bien les mesures économiques et politiques impulsées par le prolétariat parisien qui confèrent à ce mouvement sa véritable nature de classe, et non les mots d'ordre du passé dont il se réclamait.

Ainsi, deux jours après sa proclamation, la Commune affirme son pouvoir en s'attaquant immédiatement à l'appareil d'Etat à travers l'adoption de toute une série de mesures politiques : suppression de la police des moeurs, de l'armée permanente et de la conscription (la seule force armée reconnue étant la garde nationale), destruction de toutes les administrations d'Etat, confiscation des biens du clergé, déclarés propriété publique, destruction de la guillotine, école gratuite et obligatoire, etc., sans compter les différentes mesures symboliques telle la démolition de la colonne Vendôme, emblème du chauvinisme de la classe dominante érigé par Napoléon Ier. Le même jour, la Commune affirme encore son caractère prolétarien en déclarant que "le drapeau de la Commune est celui de la République universelle". Ce principe de l'internationalisme prolétarien est notamment affiché clairement par le fait que les étrangers élus à la Commune (tels le polonais Dombrowski, responsable de la Défense, et le hongrois Frankel, chargé du Travail) seront confirmés dans leurs fonctions.

Et parmi toutes ces mesures politiques, il en est une qui vient particulièrement démentir l'idée selon laquelle le prolétariat parisien se serait insurgé pour la défense de la République démocratique : la révocabilité permanente des membres de la Commune, responsables devant l'ensemble de ceux qui les avaient élus. Ainsi, bien avant que ne surgissent, avec la révolution russe de 1905, les conseils ouvriers, cette "forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat", comme le disait Lénine, ce principe de la révocabilité des charges que se donnait le prolétariat pour la prise du pouvoir vient encore confirmer la nature prolétarienne de la Commune. En effet, alors que la dictature bourgeoise, dont l'Etat "démocratique" n'est que la variante la plus pernicieuse, concentre tout le pouvoir d'Etat de la classe exploiteuse entre les mains d'une minorité pour opprimer et exploiter l'immense majorité des producteurs, le principe de la révocabilité permanente est la condition pour qu'aucune instance de pouvoir ne s'impose au-dessus de la société. Seule une classe qui vise à l'abolition de toute domination d'une minorité d'oppresseurs sur l'ensemble de la société peut prendre en charge cette forme d'exercice du pouvoir.

Et c'est justement parce que les mesures politiques prises par la Commune traduisaient clairement le caractère prolétarien de ce mouvement que les mesures économiques, bien que limitées, ne pouvaient aller que dans le sens de la défense des intérêts de la classe ouvrière : gratuité des loyers, suppression du travail de nuit pour certaines corporations telle celle des boulangers, abolition des amendes patronales et retraits sur salaires, réouverture et gestion par les ouvriers eux-mêmes des ateliers fermés, rétribution des membres de la Commune équivalant au salaire ouvrier, etc.

Ainsi, il est clair que ce mode d'organisation de la vie sociale allait dans le sens non de la "démocratisation" de l'Etat bourgeois, mais de sa destruction. Et c'est bien cet enseignement fondamental que légua l'expérience de la Commune pour tout le mouvement ouvrier futur. C'est cette leçon que le prolétariat en Russie allait, sous l'impulsion de Lénine et des bolcheviks, mettre en pratique de façon beaucoup plus claire en octobre 1917. Comme Marx le signalait déjà en 1852 dans "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte" : *"Toutes les révolutions politiques jusqu'à présent n'ont fait que perfectionner la machine d'Etat au lieu de la briser."* Bien que les conditions du renversement du capitalisme ne fussent pas encore réunies, cette dernière révolution du XIXe siècle que fut la Commune de Paris, annonçait déjà les mouvements révolutionnaires du XXe siècle : elle montrait dans la pratique que *"la classe ouvrière ne peut se contenter de prendre telle quelle la machine d'Etat et la faire fonctionner pour son propre compte. Car l'instrument politique de son asservissement ne peut servir d'instrument politique de son émancipation."* (Marx, "La Guerre civile en France".)

FACE A LA MENACE PROLETARIENNE, LA BOURGEOISIE DECHAINE SA FURIE SANGUINAIRE

La classe dominante ne pouvait accepter que le prolétariat ait osé se dresser contre son ordre. C'est pour cela qu'en reprenant Paris par les armes, la bourgeoisie s'était donné comme objectif non seulement de rétablir son pouvoir dans la capitale, mais surtout d'infliger une saignée mémorable dans les rangs ouvriers afin de donner au prolétariat une leçon définitive. Et la fureur qu'elle déchaîna dans la répression de la Commune était à la mesure de la peur que lui inspirait déjà la classe ouvrière. Dès les premiers jours d'avril s'organise, pour écraser la Commune, la sainte alliance entre Thiers et Bismarck, dont les troupes occupaient les forts du nord et de l'est de Paris. Ainsi, déjà à cette époque, la bourgeoisie montrait sa capacité à reléguer au second plan ses antagonismes nationaux pour affronter son ennemi de classe. Cette collaboration étroite entre les armées française et prussienne a permis d'abord la mise en place d'un double cordon sanitaire autour de la capitale. Le 7 avril, les Versaillais s'emparent des forts de l'ouest de Paris. Devant la résistance acharnée de la garde nationale, Thiers obtient de

(SUITE PAGE 7)

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie.**
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer **la dictature du prolétariat** à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'*"autogestion ouvrière"*, ni les *"nationalisations"*. Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.
- Les soi-disant *"pays socialistes"* (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de *"pays socialistes"* dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.
- A notre époque, les syndicats sont **partout** des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- Tous les soi-disant *"partis ouvriers"*, *"communistes"* et *"socialistes"*, ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.
- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.
- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux *"fronts populaires"*, *"fronts antifascistes"* ou *"fronts uniques"* entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.
- Les *"luttes de libération nationale"* sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de *"soutien aux peuples en lutte"* n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou *"socialiste"*.
- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'*"organiser la classe ouvrière"*, ni de *"prendre le pouvoir au nom des travailleurs"*, mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.
- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.